

## **Conditions particulières (CP) CombiRisk Business**

Edition 03.2015

---

### **Droit de résiliation annuelle**

---

Indépendamment de la durée d'assurance convenue, le contrat peut être résilié pour la fin de chaque période d'assurance pour autant que le délai de résiliation de trois mois soit respecté.

## Conditions particulières (CP) Assurance responsabilité civile

Edition 03.2015

CP 826

---

### Exportations indirectes aux Etats-Unis et/ou au Canada à l'insu des assurés

---

#### 1 Validité territoriale

---

- 1.1 Exportations indirectes à l'insu des assurés
- Sont également assurés, en dérogation partielle à l'art. E8.1 des CG, les dommages survenus aux Etats-Unis et/ou au Canada et causés par des choses que des assurés ont livrées, fabriquées ou sur lesquelles ils ont effectué des travaux dans la mesure où
- les assurés peuvent établir de manière crédible qu'ils n'avaient pas connaissance d'une exportation aux Etats-Unis ou au Canada;
  - les produits ont été acquis au détail ou reçus en dehors des Etats-Unis et du Canada pour un usage privé et introduits par des tiers aux Etats-Unis ou au Canada.
- 1.2 Couverture prévisionnelle pour les exportations indirectes connues des assurés
- Sont également assurés, en dérogation partielle à l'art. E8.1 des CG, les dommages survenus aux Etats-Unis et/ou au Canada et causés par des choses que des assurés ont livrées, fabriquées ou sur lesquelles ils ont effectué des travaux, en raison d'exportations indirectes aux Etats-Unis ou au Canada dont les assurés avaient connaissance.
- Cette couverture prévisionnelle n'est accordée que dans la mesure où les assurés ne livrent leurs produits qu'à des tiers domiciliés hors des Etats-Unis et du Canada et où ils peuvent en cas de sinistre établir de manière crédible que les exportations aux Etats-Unis ou au Canada ont été effectuées par des tiers.
- La somme d'assurance pour cette couverture prévisionnelle est considérée comme une sous-limite et elle est limitée à CHF 100'000.-.

#### 2 Exclusions

---

- Ne sont pas assurées, en complément à l'art. E7 des CG, les prétentions résultant:
- de dommages en relation avec:
    - des exportations directes aux Etats-Unis et/ou au Canada;
    - des travaux de montage, de maintenance et de réparation aux Etats-Unis et/ou au Canada;
    - des installations et parties d'installations ainsi que des composantes pour des parcs d'attractions;
    - des produits en plomb et contenant du plomb;
    - des armes et des munitions;
    - des acides gras trans (AGT);
    - des casques;
    - des pneus et des tuyaux.
  - des dommages qui surviennent aux Etats-Unis et/ou au Canada en rapport avec des atteintes à l'environnement au sens de l'art. E6.2 des CG.

## Conditions particulières (CP) Assurance responsabilité civile

Edition 03.2015

CP 814

---

### Renonciation au recours ou à la réduction des prestations en cas de faute grave

---

La Société renonce à son droit de procéder à un recours ou de réduire les prestations en cas d'événement assuré causé par faute grave.

La renonciation au recours ou au droit de réduire les prestations ne s'applique pas en cas:

- de violations des obligations selon l'article E14.3 des CG;
- d'événements dus à l'effet de l'alcool, de drogues, de médicaments ou à un délit de conduite dangereuse.

## Conditions particulières (CP) Assurance responsabilité civile

Edition 03.2015

CP 804

---

### Protection juridique en cas de procédure pénale ou administrative

---

---

#### 1 Objet de l'assurance

---

Lorsqu'une procédure est engagée par des autorités pénales ou administratives par suite d'un événement de responsabilité civile assuré, la Société prend en charge les dépenses occasionnées de ce fait à l'assuré (p. ex. honoraires d'avocat, frais de justice et d'expertise) ainsi que les frais imposés lors de la procédure.

Lorsqu'il n'est pas clairement établi que la procédure concerne un événement de responsabilité civile assuré, la Société avance les frais précités. S'il apparaît, a posteriori, que l'événement de responsabilité civile en question n'est pas assuré, l'assuré est tenu de rembourser en totalité les prestations servies par la Société.

---

#### 2 Exclusions

---

En complément à l'article E7.25 des CG, ne sont pas assurées les obligations ayant un caractère pénal ou quasi pénal (p. ex. amendes) ainsi que les cautions pénales et autres.

---

#### 3 Règlement des sinistres

---

D'entente avec l'assuré, la Société mandatera un avocat qui se chargera de la représentation dans la procédure pénale. S'il n'accepte aucun des avocats proposés par la Société, l'assuré doit proposer trois avocats d'études différentes, parmi lesquels la Société choisira celui qui sera mandaté.

La Société est en droit de refuser la prise en charge des frais si l'introduction d'un recours lui paraît voué à l'échec.

Les indemnités judiciaires et dépens alloués à l'assuré reviennent à la Société jusqu'à concurrence des prestations fournies, pour autant qu'ils ne constituent pas une prestation compensatoire pour des débours personnels de l'assuré lui-même ou pour des services qu'il a rendus.

L'assuré est tenu de suivre les instructions de la Société et de lui communiquer sans délai toutes les informations relatives à la procédure. L'assuré n'est pas autorisé à conclure des transactions comportant des obligations pour la Société sans l'accord de celle-ci. Si, de son propre chef ou à l'encontre des instructions de la Société, l'assuré entreprend des démarches quelconques, la Société versera ses prestations uniquement s'il est prouvé que lesdites démarches peuvent aboutir, dans la procédure civile, à un résultat sensiblement plus favorable.

## Conditions particulières (CP) Assurance responsabilité civile

Edition 09.2019

CP 810

---

### Responsabilité civile du fait de publications dans les médias

---

---

#### 1 Objet de l'assurance

---

- 1.1 Est assurée, en complément à l'art. E1.2 et en dérogation partielle à l'art. E7.29 des CG, la responsabilité civile légale pour des préjudices pécuniaires causés par les risques cités à l'art. 1.2 ci-après.
- Sont considérés comme préjudices pécuniaires les dommages appréciables en argent qui ne découlent pas d'un dommage corporel ou matériel.
- 1.2 Sont couverts les préjudices pécuniaires en rapport avec l'activité assurée découlant de la publication dans des médias tels que radio, télévision, internet et dans les journaux et résultant
- a) de violations des droits d'auteur et autres infractions aux lois sur les droits d'auteur;
  - b) de la violation de dispositions en matière de protection des noms et des marques.

Cette énumération est exhaustive.

---

#### 2 Exclusions

---

En complément à l'art. E7 des CG, ne sont pas assurées les prétentions jugées selon le droit américain ou canadien ou invoqués devant les tribunaux américains ou canadiens.

## Conditions particulières (CP) Assurance responsabilité civile

Edition 03.2015

CP 775

---

### Frais de rappel de produits - frais d'information

---

#### 1 Objet de l'assurance

---

- 1.1 Sont assurés, en dérogation partielle à l'art. E7.22 des CG, les frais d'information à la charge du preneur d'assurance en lien avec le rappel de produits ou la mise en garde relative à
  - 1.1.1 des produits qu'un assuré a fabriqués, travaillés ou vendus (produits semi-finis ou finis) et dont des tiers sont entrés en possession ou
  - 1.1.2 des produits de tiers dans lesquels sont incorporés des produits défectueux du preneur d'assurance.
- 1.2 Sont considérés comme frais d'information exclusivement les frais pour
  - 1.2.1 la notification et la mise en garde de détenteurs connus des produits ou la notification publique et la mise en garde de détenteurs inconnus;
  - 1.2.2 la mise en place et l'exploitation d'une hotline pour les questions en rapport avec la notification ou la mise en garde des détenteurs de produits.
- 1.3 La couverture d'assurance est subordonnée au fait que le rappel ou la mise en garde
  - 1.3.1 est nécessaire en raison de vices ou défauts de produits pour éviter toute atteinte à la sécurité et à la santé de tiers et, ce faisant, tout dommage corporel ou matériel assuré ou
  - 1.3.2 a été ordonné(e) par une autorité pour éviter de tels risques et dommages.

#### 2 Franchise

---

Le preneur d'assurance doit supporter la franchise pour dommages matériels convenue dans la couverture de base par événement.

#### 3 Obligations

---

L'assuré est tenu d'informer immédiatement la Société d'un rappel ou d'une mise en garde imminent(e).

# Conditions particulières (CP)

## Assurance responsabilité civile

Edition 03.2015

CP 816

---

### Responsabilité civile du maître de l'ouvrage

---



---

#### 1 Objet de l'assurance

---

- 1.1 Sont assurées, en dérogation à l'art. E7.8 des CG et dans les limites des autres dispositions de la police, les prétentions découlant de dommages à des biens-fonds, immeubles et autres ouvrages de tiers du fait de travaux de démolition, de terrassement ou de construction, qui sont élevées contre l'assuré en sa qualité de maître de l'ouvrage. Des objets individuels appartenant au même projet ou devant être construits en plusieurs lots sont considérés ensemble comme un seul et même ouvrage.
- 1.2 La couverture n'existe que pour le maître d'un ouvrage pour lequel le coût de construction mentionné dans la police (selon devis) n'est pas dépassé. En cas de dépassement de ce montant, aucune prestation d'assurance n'est servie.

---

#### 2 Exclusions

---

Ne sont pas assurées, en complément à l'art. E7 des CG

- 2.1 les prétentions en rapport avec un projet de construction:
- 2.1.1 qui jouxte des ouvrages appartenant à des tiers;
- 2.1.2 situé sur des pentes d'une déclivité de plus de 50% ou sur les rives d'un lac;
- 2.1.3 dont la profondeur d'excavation est supérieure à 5 mètres;
- 2.1.4 dans la mesure où celui-ci prévoit des pilotis pour fondations;
- 2.1.5 pour lequel la fouille est ceinturée (p. ex. palplanches, parois moulées et parois berlinoises);
- 2.1.6 si un ouvrage voisin est repris en sous-oeuvre et/ou fait l'objet d'un recoupage inférieur;
- 2.1.7 si le niveau de la nappe phréatique ou des courants sous-terrains changent;
- 2.2 les prétentions pour des dommages:
- 2.2.1 concernant le projet de construction lui-même ou le bien-fonds qui en fait partie;
- 2.2.2 en rapport avec la diminution du débit ou le tarissement de sources;
- 2.2.3 en rapport avec des sites contaminés.

---

#### 3 Couverture de la différence

---

- 3.1 En présence d'une autre assurance (p. ex. assurance responsabilité civile du maître de l'ouvrage) tenue de servir des prestations pour le même sinistre, les prestations de la Société restent limitées à la part de l'indemnisation qui dépasse l'étendue de la couverture (en termes de sommes et de conditions) de l'autre assurance (couverture de la différence).

---

#### 4 Obligations

---

- 4.1 Les assurés sont tenus de prendre toutes les mesures visant à protéger les constructions voisines conformément aux règles de l'art de la construction et ce, même si ces mesures ne se révèlent nécessaires qu'au cours des travaux de démolition ou de construction.
- 4.2 Le preneur d'assurance est tenu de veiller à ce que les directives et prescriptions des autorités et de la SUVA ainsi que les règles généralement reconnues en matière de construction soient respectées. Avant le début des travaux dans le sol, les assurés doivent consulter les plans auprès des services compétents et se renseigner sur la localisation exacte des conduites souterraines.

# Conditions générales (CG)

## CombiRisk Business

Edition 09.2021

### A Dispositions communes

#### Table des matières

A1	Début du contrat
A2	Durée et fin du contrat
A3	Changement de propriétaire
A4	Primes
A5	Modification du contrat
A6	Sinistres / procédure en cas de sinistre
A7	Résiliation en cas de sinistre
A8	Prescription
A9	Sanctions/Embargos
A10	Définitions
A11	For
A12	Droit applicable
A13	Protection des données
A14	Communications
A15	Assureurs
A16	Rapports avec d'autres conditions

#### A1 Début du contrat

- A1.1 La couverture d'assurance prend effet au jour indiqué dans la police ou dans une éventuelle attestation de couverture provisoire.
- A1.2 Le preneur d'assurance peut révoquer sa proposition de contrat d'assurance ou l'acceptation de ce dernier par écrit ou par tout autre moyen permettant d'en établir la preuve par un texte.
- A1.3 Le délai de révocation est de 14 jours et commence à courir dès que le preneur d'assurance a proposé ou accepté le contrat. Le délai est respecté si le preneur d'assurance communique sa révocation à la Société ou remet son avis de révocation à la Poste le dernier jour du délai.
- A1.4 Le délai de révocation est exclu pour les couvertures provisoires et les conventions d'une durée inférieure à un mois.

#### A2 Durée et fin du contrat

- A2.1 Les contrats d'une durée inférieure à douze mois prennent fin à la date d'expiration.
- A2.2 Lorsque le contrat est conclu pour une durée d'un an ou plus, il se renouvelle tacitement d'année en année, s'il n'est pas résilié au moins trois mois avant son expiration.
- A2.3 Le contrat peut être résilié pour la fin de la troisième année ou de chacune des années suivantes, même s'il a été conclu pour une durée plus longue, moyennant un préavis de trois mois. Restent réservés les accords selon lesquels le contrat peut être résilié avant la fin de la troisième année.
- A2.4 La résiliation est réputée valable si la Société ou le preneur d'assurance la reçoit au plus tard la veille du début du délai de trois mois.
- A2.5 Une couverture provisoire peut être résiliée par chacune des deux parties. Elle cesse 14 jours après réception par le preneur d'assurance ou par la Société de la notification de résiliation.
- A2.6 La résiliation doit être faite par écrit.

#### A3 Changement de propriétaire

- A3.1 Si l'objet du contrat change de propriétaire, les droits et obligations découlant du contrat passent au nouveau propriétaire.
- A3.2 Le nouveau propriétaire peut refuser le transfert du contrat par déclaration écrite dans les 30 jours suivant le changement de propriétaire.

- A3.3 La Société peut résilier le contrat dans les 14 jours suivant la prise de connaissance du nouveau propriétaire. Le contrat prend fin au plus tôt 30 jours après la résiliation.

#### A4 Primes

- A4.1 Sauf convention contraire, la prime est fixée par période d'assurance. Elle est payable d'avance, au plus tard le premier jour des mois d'échéance convenus. La première prime, droit de timbre fédéral compris, échoit à la remise de la police, au plus tôt toutefois au début de l'assurance.
- A4.2 S'il est convenu d'un paiement fractionné, les fractions de primes exigibles au cours de la période d'assurance sont considérées (sous réserve de l'art. A4.3 des CG) comme ayant simplement fait l'objet d'un délai de paiement. En cas de paiement fractionné, la Société peut exiger un supplément.
- A4.3 Si le contrat est annulé pour une raison quelconque avant l'expiration de la période d'assurance, la Société rembourse la part de prime payée pour la période d'assurance non courue et renonce à exiger les fractions de prime échéant ultérieurement. Restent réservées les dispositions des branches assurées relatives au décompte de la prime.
- A4.4 La règle formulée à l'alinéa précédent ne s'applique pas:
- A4.4.1 lorsque le contrat est résilié par le preneur d'assurance à la suite d'un sinistre durant l'année qui suit sa conclusion;
- A4.4.2 à la suite de la disparition du risque lorsque la prestation d'assurance a été servie.
- A4.5 Si le preneur d'assurance ne satisfait pas à son obligation de payer, il est sommé à ses frais d'effectuer le paiement dans les 14 jours suivant l'envoi de la sommation; celle-ci rappellera les conséquences du retard. Si la sommation reste sans effet, l'obligation de la Société de servir des prestations est suspendue pour les dommages qui sont causés ou qui surviennent à partir de la date d'expiration du délai de sommation et jusqu'au versement intégral des primes et des frais (y compris le droit de timbre fédéral).
- A4.6 En sus du versement de la prime, le preneur d'assurance est également tenu de s'acquitter envers la Société du droit de timbre fédéral. Le montant de ce dernier est fixé par la Confédération. Pour le calcul du droit de timbre, on se base sur le taux de redevance valable au moment de la facturation de la prime.

#### A5 Modification du contrat

- A5.1 La Société peut adapter le contrat (p. ex. primes, franchises, conditions d'assurance et modifications de la législation) avec effet à partir de la période d'assurance suivante.
- A5.2 Elle annonce au preneur d'assurance les modifications au plus tard 90 jours avant l'expiration de la période d'assurance. Si le preneur d'assurance n'est pas d'accord avec les modifications apportées, il peut résilier la partie du contrat concernée par les modifications ou sa totalité pour la fin de la période d'assurance. La résiliation est réputée valable si la Société la reçoit au plus tard le dernier jour de la période d'assurance.
- A5.3 Ne donnent pas droit à la résiliation les modifications des primes ou des franchises pour des couvertures régies par la loi (p. ex. dans l'assurance dommages naturels), lorsqu'une autorité fédérale les impose.
- A5.4 À défaut de résiliation par le preneur d'assurance, l'adaptation du contrat est réputée acceptée.
- A5.5 La résiliation doit être faite par écrit.

---

**A6 Sinistres / procédure en cas de sinistre**

---

- A6.1 Assurance de choses, assurance responsabilité civile, assurance équipements techniques, assurance transport, Assistance  
Si un dommage est imminent, est survenu ou si des prétentions ont été élevées, le preneur d'assurance ou les autres personnes assurées sont tenus d'en aviser immédiatement la Société par l'un des canaux suivants:  
Centrale téléphonique 24 heures sur 24 pour les appels depuis la Suisse **0800 22 33 44**  
Centrale téléphonique 24 heures sur 24 pour les appels depuis l'étranger +41 43 311 99 11  
Fax +41 58 358 03 01  
E-mail [service.sinistres@allianz.ch](mailto:service.sinistres@allianz.ch)  
L'agence générale compétente selon la police ou la Société directement  
Internet [www.allianz.ch/sinistre](http://www.allianz.ch/sinistre)
- A6.2 Assurance de protection juridique  
En cas de survenance d'un sinistre pouvant donner lieu à l'intervention de la CAP, le preneur d'assurance ou les autres personnes assurées doivent en informer immédiatement la CAP par l'un des canaux suivants et lui faire une description la plus précise possible des circonstances du sinistre:  
Centrale téléphonique +41 58 358 09 00  
Fax +41 58 358 09 01  
L'agence générale compétente selon la police ou la Société directement  
Internet [www.cap.ch](http://www.cap.ch)
- A6.3 Les obligations découlent des conditions générales des branches assurées.
- A6.4 En cas de violation fautive d'obligations légales ou contractuelles par un assuré, la Société peut réduire ou refuser la prestation, à moins que l'assuré ne prouve que la violation n'a eu aucune influence ni sur la survenance du sinistre ni sur l'étendue de la prestation due par la Société.

---

**A7 Résiliation en cas de sinistre**

---

- A7.1 Chaque partie peut résilier le contrat à la suite d'un dommage donnant droit à une indemnité. La Société doit notifier la résiliation au plus tard lors du paiement de l'indemnité, le preneur d'assurance au plus tard quatre semaines après avoir eu connaissance du paiement de l'indemnité.
- A7.2 Si le preneur d'assurance résilie le contrat, la garantie cesse 14 jours après réception par la Société de la notification de résiliation.
- A7.3 Si la Société résilie le contrat, sa responsabilité cesse quatre semaines après la réception par le preneur d'assurance de la notification de résiliation.  
La résiliation doit être faite par écrit.

---

**A8 Prescription**

---

Les créances qui résultent du contrat d'assurance se prescrivent par cinq ans à dater de l'événement dont est issue l'obligation de servir des prestations.

---

**A9 Sanctions / Embargos**

---

La Société n'accorde pas de couverture d'assurance, de paiement de sinistre ni d'autres prestations si l'octroi de la couverture d'assurance, d'un paiement de sinistre et/ou d'autres prestations l'expose à des sanctions commerciales et/ou économiques, à des mesures de sanction, à des interdictions ou à des restrictions de l'ONU, de l'UE, des États-Unis, de la Suisse, du Royaume-Uni et/ou à d'autres sanctions économiques ou commerciales nationales pertinentes.

---

**A10 Définitions**

---

- A10.1 Terrorisme  
Sont considérés comme terrorisme tout acte de violence ou toute menace de violence perpétrés pour des motifs politiques, religieux, ethniques, idéologiques ou qui relèvent de motifs similaires. L'acte de violence ou la menace de violence sont de nature à répandre la peur ou la terreur dans la population, ou dans une partie de celle-ci, ou à exercer une influence sur un gouvernement ou des organismes d'État.

---

**A11 For**

---

En cas de litiges, le preneur d'assurance et les autres personnes assurées peuvent porter plainte soit au siège de la Société, soit à leur propre domicile ou siège en Suisse. Si le preneur d'assurance habite dans la Principauté de Liechtenstein, ou si l'intérêt assuré se situe dans la Principauté de Liechtenstein, le for, en cas de litiges, est à Vaduz.

---

**A12 Droit applicable**

---

Sont par ailleurs applicables les dispositions de la loi fédérale sur le contrat d'assurance (LCA).

Les dispositions impératives du droit liechtensteinois s'appliquent aux preneurs d'assurance ayant leur résidence habituelle ou leur administration centrale dans la Principauté de Liechtenstein.

---

**A13 Protection des données**

---

La Société est autorisée à collecter et à traiter toutes les données nécessaires à la gestion du contrat et des sinistres. Elle est également autorisée à se procurer auprès de tiers des informations en relation avec l'affaire et à consulter des pièces officielles. La Société s'engage à traiter les informations reçues de manière confidentielle. En cas de besoin, la Société communique ces données aux tiers impliqués, à savoir les coassureurs, réassureurs et autres assureurs concernés. En outre, ces informations peuvent être transmises à d'autres tiers responsables et à leur assureur responsabilité civile pour faire valoir des prétentions récursoires.

La Société est autorisée à informer les tiers (p. ex. les autorités compétentes) auxquels elle a attesté l'existence d'une couverture d'assurance que celle-ci a été suspendue ou modifiée ou qu'elle a pris fin.

---

**A14 Communications**

---

- A14.1 Toutes les communications à la Société peuvent être adressées soit à l'agence générale compétente mentionnée dans la police d'assurance soit à la Société directement.
- A14.2 Les communications de la Société au preneur d'assurance ou aux autres personnes assurées sont effectuées valablement à la dernière adresse dont elle a connaissance.
- A14.3 La loi fédérale sur le contrat d'assurance (LCA) dispose que diverses communications peuvent être faites par tout moyen permettant d'en établir la preuve par un texte. Dans ces cas, la Société accepte des communications du preneur d'assurance par e-mail, même si les conditions d'assurance prévoient la forme écrite. Cette disposition concerne la résiliation ainsi que les communications en rapport avec une réduction du risque, une assurance multiple et un changement de propriétaire.

---

**A15 Assureurs**

---

- A15.1 Assurance de choses, assurance responsabilité civile, assurance équipements techniques, assurance transport, Assistance  
Allianz Suisse Société d'Assurances SA, ayant son siège statutaire Richtplatz 1, 8304 Wallisellen, désignée dans ces conditions générales par la «Société». Allianz Suisse Société d'Assurances SA est une société anonyme de droit suisse.

Adresse postale: Allianz Suisse Société d'Assurances SA, Case postale, 8010 Zurich

- A15.2 Assurance de protection juridique

CAP, Compagnie d'Assurance de Protection Juridique SA, ayant son siège statutaire Neue Winterthurerstrasse 88, 8304 Wallisellen, désignée dans ces dispositions communes par la «Société». CAP, Compagnie d'Assurance de Protection Juridique SA est une société anonyme de droit suisse.

Adresse postale: CAP, Compagnie d'Assurance de Protection Juridique SA, Case postale, 8010 Zurich

---

**A16 Rapports avec d'autres conditions**

---

Les éventuelles autres conditions (p. ex. conditions générales, conditions complémentaires, conditions particulières) des branches correspondantes applicables au contrat restent réservées et prévalent sur ces dispositions communes.

# Conditions générales (CG)

## CombiRisk Business

Edition 09.2021

### E Responsabilité civile

#### Table des matières

E1	Objet de l'assurance
E2	Assurés
E3	Extensions de couverture
E4	Utilisation de cycles, de véhicules et de remorques
E5	Immeubles
E6	Atteintes à l'environnement
E7	Exclusions
E8	Validité territoriale
E9	Validité temporelle
E10	Prestations de la Société
E11	Somme d'assurance et franchise
E12	Sinistres
E13	Primes
E14	Dispositions diverses
E15	Bases contractuelles complémentaires

#### E1 Objet de l'assurance

- E1.1 Pour autant que les autres dispositions du contrat le prévoient, la couverture d'assurance comprend:
- E1.1.1 le **risque installation**, c'est-à-dire des dommages résultant de la propriété ou de la possession de biens-fonds, d'immeubles, de locaux et d'installations;
- E1.1.2 le **risque exploitation**, c'est-à-dire des dommages résultant de l'activité de l'entreprise ou de processus de travail se déroulant dans l'enceinte de l'entreprise ou sur des lieux de travail à l'extérieur;
- E1.1.3 le **risque produits**, c'est-à-dire des dommages résultant de la production et de la distribution de produits ayant été mis en circulation;
- E1.1.4 le **risque environnement**, c'est-à-dire des dommages causés par des atteintes à l'environnement.
- E1.2 Est assurée la responsabilité civile légale des assurés découlant du risque assuré mentionné dans la police, en cas de
- E1.2.1 **dommages corporels**, c'est-à-dire la mort, les lésions corporelles ou les autres atteintes à la santé de personnes, y c. les préjudices pécuniaires et pertes de rendement en résultant;
- E1.2.2 **dommages matériels**, c'est-à-dire la destruction, la détérioration ou la perte de choses, y c. les préjudices pécuniaires et les pertes de rendement en résultant pour le lésé. L'atteinte à la fonctionnalité d'une chose sans qu'il y ait d'atteinte à sa substance ne constitue pas un dommage matériel;
- E1.2.3 **dommages aux animaux**, c'est-à-dire la mort, les blessures ou les autres atteintes à la santé touchant des animaux, de même que leur perte. Les dommages aux animaux sont assimilés à des dommages matériels.
- E1.3 Le risque assuré comprend le type d'entreprise ou de profession désigné dans la police ainsi que les activités, services et/ou produits s'y rapportant.
- E1.4 Sont assurés tous les sites (tels que lieux d'exploitation, filiales, entrepôts) de l'entreprise assurée en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein. Ne sont pas assurés les sites de l'entreprise assurée situés en dehors de ces deux pays.
- E1.5 Sont assurés les risques d'entreprise annexes tels que:
- E1.5.1 risques installation et risques exploitation annexes d'entreprise (tels que voies de raccordement, pompiers d'entreprise, installations publicitaires en tout genre, stations d'essence);
- E1.5.2 manifestations d'entreprise de tout genre (telles que fêtes d'entreprise, excursions d'entreprise, cours de formation, manifestations sportives et de loisirs, journées portes ouvertes). Demeure réservée l'exclusion selon l'art. E7.27;

- E1.5.3 installations à but social pour membres de l'entreprise (telles que cantines, maisons de repos, crèches), même si ces installations sont utilisées par des personnes étrangères à l'entreprise;
- E1.5.4 activités de clubs sportifs d'entreprises et d'associations culturelles ainsi qu'activités résultant de la mise à disposition de places, locaux et appareils.

#### E2 Assurés

Sont assurés:

- E2.1 le preneur d'assurance
- Personne physique ou morale, société de personnes, corporation ou établissement désigné(e) comme preneur d'assurance dans la police.
- Si le preneur d'assurance est une société de personnes ou une communauté de propriétaires en main commune, les associés ou les membres de la communauté ont les mêmes droits et obligations que le preneur d'assurance;
- E2.2 les représentants du preneur d'assurance
- Les représentants actuels et anciens du preneur d'assurance ainsi que les personnes chargées de la direction ou de la surveillance de l'entreprise, dans l'accomplissement de leur activité au service de l'entreprise assurée;
- E2.3 les employés et auxiliaires
- Les employés actuels et anciens et autres auxiliaires du preneur d'assurance en rapport avec leurs activités au service de l'entreprise assurée.
- N'est pas assurée la responsabilité civile des entreprises et des professionnels indépendants auxquels le preneur d'assurance a recours (p. ex. les sous-traitants).
- Demeurent assurées les prétentions formulées contre un assuré pour des dommages causés par ces entreprises ou professionnels;
- E2.4 les tiers en tant que propriétaires du bien-fonds
- Les propriétaires du bien-fonds, lorsque assuré est propriétaire de l'immeuble seulement et non du bien-fonds (droit de superficie);
- E2.5 les institutions juridiquement dépendantes, associations d'entreprises
- Les institutions juridiquement dépendantes du preneur d'assurance (telles que corps particulier de sapeurs-pompiers, crèches) ainsi que leur personnel dans l'accomplissement de leur activité au service de l'entreprise assurée.
- Sont également assurées les associations d'entreprises (telles que clubs de sport ou associations culturelles, y c. comité et auxiliaires) dans l'accomplissement de leurs activités associatives;
- E2.6 les entreprises coassurées
- Les autres «entreprises coassurées» mentionnées dans la police, y c. le cercle de personnes selon les art. E2.2 à E2.5.
- De telles entreprises (p. ex. les filiales) sont également considérées comme preneurs d'assurance.

#### E3 Extensions de couverture

- E3.1 Frais de prévention de dommages
- E3.1.1 Si, à la suite d'un événement imprévu, la survenance de dommages corporels ou matériels assurés est imminente, la couverture d'assurance s'étend également aux frais incombant à l'assuré en raison des mesures appropriées et immédiates qu'il a prises pour écarter ce danger (frais de prévention de dommages).
- E3.1.2 Ne sont pas assurés, en complément à l'art. E7, les frais liés à:
- a) des mesures de prévention de dommages qui constituent une activité relevant de la bonne exécution du contrat comme l'élimination de défauts ou de dommages sur les choses fabriquées ou livrées ou sur les travaux effectués;

- b) des mesures postérieures à la mise à l'écart du danger, comme l'élimination de déchets ou de produits défectueux, ainsi que le remplissage d'installations, de récipients et de conduites;
  - c) la suppression d'un état de fait dangereux au sens de l'art. E14.2;
  - d) la constatation de fuites, de perturbations de fonctionnement et des causes du dommage, y c. la vidange nécessaire des installations, des récipients et des conduites ainsi que les frais occasionnés par leurs réparations ou leurs transformations (tels que les frais d'assainissement);
  - e) les mesures de prévention de dommages prises en raison de chutes de neige ou de la formation de glace.
- E3.2 Biens-fonds, immeubles et locaux pris en location, en leasing ou affermés**
- E3.2.1 Sont assurées, en dérogation partielle aux art. E7.11 et E7.12, les prétentions pour des dommages causés:**
- a) à des biens-fonds, immeubles et locaux pris en location, en leasing ou affermés, pour autant qu'ils servent à l'entreprise assurée (y c. maisons d'habitation et appartements pour le personnel);
  - b) à des parties d'immeubles et à des locaux (tels que hall d'entrée, cage d'escalier, place de stationnement pour véhicule) utilisés en commun avec d'autres locataires, preneurs de leasing ou fermiers, ou avec le propriétaire;
  - c) à des installations servant exclusivement aux biens-fonds, immeubles et locaux mentionnés (p. ex. installations de chauffage, de conditionnement d'air et d'aération, installations électriques et sanitaires, ascenseurs et escaliers roulants).
- E3.2.2 En cas de dommage dont l'auteur ne peut être identifié, la couverture d'assurance est limitée, en dérogation à l'art. E7.4, à la part du dommage dont l'assuré répond en vertu du contrat de location, de leasing ou de bail à ferme.**
- E3.2.3 En cas de perte de clés confiées donnant accès aux biens-fonds, immeubles et locaux mentionnés ci-avant, les frais de modification ou de remplacement des serrures et des clés qui s'y rapportent sont également assurés (frais de changement de serrures). Les systèmes de fermeture électronique et les badges correspondants sont assimilés à des serrures et à des clés conventionnelles.**
- E3.2.4 Ne sont pas assurées les prétentions pour:**
- a) les dommages dus à l'effet graduel de l'humidité ainsi que les dommages survenant progressivement (dommages dus à l'usu-re, à la détérioration des tapisseries, dommages à la peinture et dommages analogues);
  - b) les frais de remise en l'état initial du bien-fonds, de l'immeuble ou des locaux après une modification intentionnelle de ceux-ci réalisée par un assuré ou à son instigation;
  - c) les dommages au mobilier, aux machines et aux appareils même s'ils sont fixés à demeure au sol, à l'immeuble ou aux locaux. Demeurent réservées les dispositions de l'art. E3.2.1, let. c);
  - d) les dommages aux biens-fonds, immeubles et locaux qui sont pris en location, en leasing ou affermés en rapport avec l'organisation et la réalisation de manifestations (les manifestations d'entreprise selon l'art. 1.5.2 demeurent réservées);
  - e) les dommages aux salles de gymnastique et salles polyvalentes, stades, salles de concerts ainsi que halls de foires et d'expositions;
  - f) les dommages aux immeubles et locaux dans lesquels sont conservées des matières ou substances toxiques ou corrosives, dans la mesure où le dommage est dû à l'effet de ces matières ou substances.
- E3.2.5 La franchise est déduite une fois seulement pour toutes les prétentions à la fin du contrat de location, de bail à ferme ou de leasing (moment de la remise des immeubles et des locaux au bailleur, au fermier ou au donneur de leasing).**
- E3.3 Installations et appareils de télécommunication pris en location ou en leasing**
- E3.3.1 Sont assurées, en dérogation partielle aux art. E7.11 et E7.12, les prétentions résultant de dommages causés aux installations de télécommunication prises en location ou en leasing comme les téléphones, vidéophones, équipements de visioconférence, répondeurs téléphoniques ainsi qu'aux câbles appartenant à ces appareils et aux centrales du bâtiment (équipements intérieurs).**
- E3.3.2 Ne sont pas assurées les prétentions pour**
- a) les dommages causés aux téléphones mobiles, tablettes, pagers, systèmes radio de l'entreprise, ordinateurs (portables ou non) et à leurs appareils périphériques ainsi qu'aux serveurs, installations informatiques et de réseaux, réseaux câblés, logiciels et données;
  - b) les dommages dus à l'effet graduel de l'humidité ainsi que les dommages survenant progressivement (dommages dus à l'usu-re, dommages à la peinture et dommages analogues).
- E3.4 Perte de clés confiées**
- E3.4.1 Sont assurées, en dérogation partielle aux art. E7.11 et E7.12, les prétentions en cas de perte de clés confiées donnant accès aux biens-fonds, immeubles, locaux et installations dans ou sur lesquels des assurés ont à exécuter des travaux ou qui sont gérés par des assurés, de même que les frais de modification ou de remplacement nécessaires des serrures et des clés qui s'y rapportent. Ces frais sont considérés comme des dommages matériels.**
- Les systèmes de fermeture électronique et les badges correspondants sont assimilés aux serrures et aux clés conventionnelles.
- E3.4.2 Ne sont pas assurées les prétentions en rapport avec des immeubles, locaux et installations pris en location, en leasing ou affermés par un assuré. Demeure réservé l'art. E3.2.**
- E3.4.3 Obligation**
- L'assuré est tenu d'informer immédiatement le mandant de la perte de clés ou de badges. La violation de cette obligation est régie par l'art. E14.3.
- E3.5 Voyages d'affaires, travail mobile, congrès et foires**
- Est assurée la responsabilité civile légale en rapport avec des voyages d'affaires effectués à des fins d'acquisition, de négociations, d'entretien de relations avec des clients ou des fournisseurs, d'autres formes de travail mobiles (telles qu'espaces de coworking, travail mobile, télétravail) ainsi qu'avec la participation à des congrès et des foires. La couverture est valable dans le monde entier.
- E3.6 Appareils à laser et rayons ionisants:**
- E3.6.1 Est assurée la responsabilité civile légale découlant de l'utilisation d'appareils à laser et pour l'effet de rayons ionisants.**
- E3.6.2 Ne sont pas assurées, en complément à l'art. E7, les prétentions découlant de dommages génétiques (c.-à-d. modifications du patrimoine génétique).**
- E3.6.3 Obligations**
- Les assurés sont tenus de respecter les prescriptions légales ainsi que celles édictées par les autorités et d'instruire les utilisateurs en conséquence avant l'utilisation des appareils. Les utilisateurs sont tenus de respecter ces prescriptions ainsi que le mode d'emploi des appareils. La violation de ces obligations est régie par l'art. E14.3.
- E3.7 Responsabilité civile privée lors de voyages d'affaires**
- E3.7.1 Sont également assurées les prétentions formulées contre des assurés en leur qualité de personnes privées lors de voyages d'affaires et de séjours à des fins professionnelles dans le monde entier.**
- Sont couvertes, en dérogation partielle à l'art. E7.11, les prétentions résultant de dommages causés à des locaux utilisés par des assurés tels que des chambres d'hôtel et des appartements.
- E3.8 Conventions de dégageant de la responsabilité**
- Si l'assuré a conclu des conventions de responsabilité civile plus restreintes que la responsabilité civile légale, la Société renonce à opposer une telle convention lorsque l'assuré ne peut ou ne veut l'imposer (p. ex. en raison de relations avec la clientèle).
- E3.9 Dommages lors du chargement et du déchargement**
- E3.9.1 Sont assurées, en dérogation partielle à l'art. E7.12, les prétentions découlant de dommages aux véhicules terrestres et nautiques (superstructures et semi-remorques comprises) appartenant à des tiers ainsi qu'à des containers appartenant à des tiers, lors du chargement ou du déchargement, du remplissage ou du vidage.**
- E3.9.2 Ne sont pas assurées, en complément à l'art. E7, les prétentions découlant de dommages**
- a) aux marchandises manutentionnées elles-mêmes;
  - b) au matériel roulant des chemins de fer;
  - c) à des véhicules terrestres et nautiques ainsi qu'à des containers qu'un assuré a empruntés, pris en location ou en leasing;
  - d) à des containers chargés ou déchargés, lorsqu'ils sont chargés sur un véhicule ou déchargés de celui-ci;

- e) causés par le chargement ou le déchargement de marchandises en vrac. Par marchandises en vrac, on entend les choses non compactes qui sont chargées ou déchargées sans emballage telles que céréales, sable, gravier, pierres, blocs de roche, charbon, vieux fer, matériaux de démolition et d'excavation, déchets. N'en font pas partie les marchandises liquides;
- f) à la suite d'un excès de remplissage ou de charge.
- E3.10 Objets déposés dans les vestiaires**
- E3.10.1** Est assurée, en dérogation partielle à l'art. E7.11, la responsabilité civile légale découlant de prétentions du fait de la destruction, la détérioration, la soustraction ou la perte d'objets appartenant à des tiers déposés dans des vestiaires ou d'autres locaux du preneur d'assurance.
- Pour les lieux de sport et de divertissement de tout type (tels que théâtres, cinémas, casinos, cirques, stades) ainsi que lors de manifestations, la couverture d'assurance s'étend à la destruction, la détérioration, la soustraction ou la perte d'objets qui sont gardés dans un vestiaire constamment surveillé ou fermé à clé.
- E3.10.2** Ne sont pas assurées les prétentions découlant de dommages causés à des choses de valeur (telles que fourrures, bijoux, montres, antiquités, objets d'art) et de valeurs pécuniaires (telles qu'argent liquide, cartes de crédit et de débit, chèques et autres moyens de paiement, billets de transport, abonnements, tickets, papiers-valeurs) ainsi que de documents, actes officiels et plans.
- E3.11** Utilisation occasionnelle à titre professionnel de véhicules à moteur de tiers jusqu'à 3,5 tonnes
- E3.11.1** Est assurée l'utilisation gratuite et irrégulière (au plus quotidiennement, mais pas dans le même dessein) de véhicules à moteur de tiers immatriculés en Suisse ou dans la Principauté de Liechtenstein jusqu'à 3,5 tonnes de poids total admis dans le cadre des activités pour l'entreprise assurée.
- E3.11.2** Sont assurées les prétentions du détenteur pour
- la franchise contractuelle que l'assureur responsabilité civile et/ou casco véhicules à moteur réclame au détenteur;
  - les majorations de primes (pertes de bonus) de l'assurance responsabilité civile et/ou casco du véhicule à moteur utilisé résultant d'une régression dans le système de degrés de primes.
- E3.11.3** Ne sont pas assurées, en complément à l'art. E4.1.3, les prétentions
- découlant de courses interdites par la loi ou les autorités, dans la mesure où l'interdiction a été prononcée pour des raisons de sécurité routière;
  - en rapport avec le transport de marchandises dangereuses au sens de la législation suisse et liechtensteinoise sur la circulation routière;
  - découlant d'accidents lors de courses, de rallyes ou autres compétitions de vitesse semblables, ainsi que lors de tout parcours effectué sur des circuits de course, circuits ovales ou autres pistes utilisées à de telles fins, de même que lors de la participation à des courses d'entraînement ou compétitions sur le terrain ou à des cours de conduite sportive.
- E3.12** Communication de crise (frais liés aux RP)
- E3.12.1** Si un dommage assuré risque de donner lieu à un rapport critique des médias susceptible de nuire au preneur d'assurance, la Société prend en charge les frais nécessaires pour écarter ou réduire immédiatement un potentiel dommage de réputation.
- S'il n'est pas clairement établi qu'il s'agit d'un dommage assuré, la Société avance les frais précités. S'il apparaît, a posteriori, que le dommage en question n'est pas assuré, l'assuré est tenu de rembourser la totalité des prestations servies par la Société.
- E3.12.2** Sont assurés les frais engagés par une agence de RP mandatée avec l'accord de la Société ou par cette dernière pour encadrer et assister le preneur d'assurance.
- E3.12.3** Aucune franchise n'est appliquée aux frais liés à la communication de crise.
- E3.13** Dossiers clients
- Sont assurées, en dérogation partielle aux art. E7.11 et E7.12, les prétentions découlant de la destruction, de la détérioration ou de la perte de dossiers clients qu'un assuré a repris à des fins d'analyse, de calcul, d'expertise ou à d'autres fins analogues.
- E3.14** Frais de nettoyage
- E3.14.1** Sont également assurées, en complément à l'art. E1.2, les prétentions de tiers pour les frais occasionnés par le salissement de choses appartenant à des tiers, dans la mesure où un nettoyage spécial est nécessaire. En précision à l'art. E1.2.2, de tels salissements sont assimilés aux dommages matériels.
- Pour les atteintes à l'environnement, la couverture d'assurance n'est régie que par les dispositions de l'art. E6 ou d'une convention les remplaçant.
- Si le nettoyage est effectué par des assurés, l'assurance s'étend aux propres frais.
- E3.14.2** Ne sont pas assurées, en complément à l'art. E7, les prétentions découlant de frais de nettoyage,
- habituellement prévus;
  - dans la mesure où aucune mesure n'a été prise contre le salissement;
  - dans la mesure où le salissement concerne des choses qu'un assuré ou un tiers mandaté par lui a lui-même montées, installées, appliquées ou posées.
- E3.15** Prolongation du délai de prescription
- Si un assuré prolonge le délai légal de prescription pour ses clients dans le cadre de la livraison de produits, la Société renonce à l'objection conformément à l'art. E7.4 dans la mesure où il s'agit de sinistres assurés au sens de la police et où le délai de prescription ne dépasse pas cinq ans.
- E3.16** Préjudices pécuniaires résultant de la communication de données
- E3.16.1** Est assurée, en complément à l'art. E1.2, la responsabilité civile légale pour les préjudices pécuniaires causés par la violation des droits de la personnalité en raison de la communication ou de la transmission non autorisées de données personnelles par des assurés dans le cadre d'activités professionnelles.
- Sont considérés comme préjudices pécuniaires les dommages appréciables en argent, qui ne découlent pas d'un dommage corporel ou matériel.
- E3.16.2** Ne sont pas assurées, en complément à l'art. E7, les prétentions:
- découlant d'une procédure d'octroi d'un droit de consultation, de rectification ou de destruction de données;
  - résultant de la publication, de la vente ou de la transmission de données à des fins commerciales;
  - découlant de dommages causés dans le cadre de délits ou de crimes commis intentionnellement;
  - résultant de transmissions tronquées ou inexactes de messages ou de renseignements.
- E3.16.3** Le preneur d'assurance prend à sa charge, pour chaque événement dommageable, la franchise convenue dans la couverture de base pour les dommages matériels.
- E3.17** Envoi de marchandises dangereuses
- Sont assurées les prétentions à la suite d'un envoi effectué de contenus dangereux conformément à l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) et au Règlement concernant le transport international ferroviaire des marchandises dangereuses (RID), dans la mesure où les dispositions en matière de transport de l'ADR/du RID sont respectées.
- Les prétentions en rapport avec le transport de marchandises dangereuses par voie maritime ou aérienne ne sont assurées **que sur la base d'une convention particulière**.
- E3.18** Dommages corporels et matériels à la suite d'un cyberévénement
- E3.18.1** Sont également assurées, en dérogation partielle à l'art. E7.29, les prétentions découlant de dommages corporels et matériels élevés à l'encontre d'un assuré en rapport avec un cyberévénement. Les autres dispositions contractuelles (comme les exclusions) demeurent réservées.
- E3.18.2** Le preneur d'assurance doit appliquer des mesures de protection techniques et des procédures adaptées pour éviter les cyberévénements dans ou avec son système informatique.
- Il est tenu, dans le cadre de l'aménagement de son système informatique et des processus informatiques, de garantir l'intégrité, la disponibilité, l'authenticité et la confidentialité des données et d'appliquer des mesures de protection correspondant à l'état actuel de la technique en matière de sécurité.
- 
- E4** Utilisation de cycles, de véhicules et de remorques
- 
- E4.1** Véhicules à moteur
- E4.1.1** Est assurée la responsabilité civile du fait de la détention et/ou de l'utilisation de véhicules à moteur
- pour lesquels il n'est pas prescrit de permis de circulation ni de plaques de contrôle;
  - dont les plaques sont déposées auprès de l'autorité compétente;

- c) circulant sans permis de circulation et sans plaques de contrôle sur des routes publiques dans l'enceinte de l'entreprise.  
Les trajets en dehors de l'enceinte de l'entreprise ne sont assurés que dans la mesure où ils sont autorisés par les autorités cantonales;
- d) utilisés pour effectuer un travail, dans la mesure où le dommage a été causé dans le cadre de travaux effectués.
- E4.1.2 Les sommes assurées sont les montants d'assurance minimaux fixés par la législation suisse ou liechtensteinoise sur la circulation routière, à moins que la police ne prévoie des sommes assurées supérieures.
- E4.1.3 L'assurance ne couvre pas la responsabilité civile
- des personnes qui ont utilisé le véhicule pour des courses non autorisées par l'autorité ou illicites aux termes de la législation sur la circulation routière ou pour d'autres motifs;
  - des personnes responsables de ces utilisateurs du véhicule, ni celle des personnes qui avaient connaissance de ces courses ou qui les ont ordonnées.
- Pour la couverture d'assurance selon l'art. E4.1.1 let. c al. 1, l'exclusion liée à l'absence d'autorisation délivrée par l'autorité ne s'applique pas.
- E4.1.4 En cas d'événement dommageable pour lequel il existe une obligation d'assurance au sens de la législation suisse ou liechtensteinoise sur la circulation routière, sont exclues de l'assurance, en complément à l'art. E4.1.3 et en dérogation à l'art. E7, les prétentions
- du détenteur pour des dommages matériels causés par des personnes pour lesquelles ce dernier est responsable au titre de la législation suisse sur la circulation routière;
  - pour les dommages matériels du conjoint ou du partenaire enregistré du détenteur, de ses ascendants et descendants en ligne directe, ainsi que de ses frères et soeurs vivant en ménage commun avec lui;
  - pour des dommages au véhicule utilisé et aux remorques qu'il tracte ainsi que pour des dommages aux choses transportées par ceux-ci, à l'exception des objets transportés par le lésé, tels que ses bagages;
  - déoulant d'accidents lors de courses, de rallyes ou autres compétitions de vitesse semblables, ainsi que lors de tout parcours effectué sur des circuits de course, circuits ovales ou autres pistes utilisées à de telles fins, de même que lors de la participation à des courses d'entraînement ou compétitions sur le terrain ou à des cours de conduite sportive.
- E4.1.5 Les dispositions de la législation suisse ou liechtensteinoise sur la circulation routière s'appliquent par ailleurs dans la mesure où elles sont impératives.
- E4.2 Remorques dételées  
Est assurée la responsabilité civile légale découlant de remorques dételées pour lesquelles aucune assurance responsabilité civile n'est prescrite par la loi.
- E4.3 Cyclomoteurs
- E4.3.1 Est assurée la responsabilité civile légale découlant de l'utilisation de cyclomoteurs soumis à l'obligation d'assurance, pour autant qu'il s'agisse de déplacements effectués pour l'entreprise assurée. N'en font pas partie les trajets pour se rendre au travail et pour en revenir.
- E4.3.2 L'assurance est limitée à la part de l'indemnité qui excède les sommes d'assurance convenues dans les assurances responsabilité civile prescrites par la loi (assurance complémentaire). Cette limitation est supprimée lorsque de tels véhicules sont utilisés sans signe distinctif (vignette) ou sans plaque de contrôle, conformément à la législation sur la circulation routière.  
Il n'y a aucune couverture d'assurance si une assurance responsabilité civile prescrite par la loi ou par une décision de l'autorité n'a pas été conclue.
- E4.3.3 Les dispositions restrictives des art. E4.1.3 et E4.1.4 s'appliquent par analogie.
- E4.4 Cycles  
Est assurée la responsabilité civile légale découlant de l'utilisation de cycles et de véhicules à moteur de puissance minimale ou à vitesse restreinte pour lesquels aucune obligation d'assurance n'est prescrite en vertu de l'ordonnance suisse ou liechtensteinoise sur l'assurance des véhicules (tels que voitures à bras équipées d'un moteur, cyclomoteurs légers), dans la mesure où il s'agit de déplacements effectués pour l'entreprise assurée. N'en font pas partie les trajets pour se rendre au travail et pour en revenir.

- E4.5 Bateaux  
Est assurée la responsabilité civile légale découlant de la détention et de l'utilisation de bateaux pour lesquels aucune assurance responsabilité civile n'est prescrite en vertu de la législation suisse ou ne serait prescrite s'ils étaient utilisés en Suisse, dans la mesure où il s'agit de déplacements effectués pour l'entreprise assurée. N'en font pas partie les trajets pour se rendre au travail et pour en revenir.
- E4.6 Aéronefs
- E4.6.1 Est assurée la responsabilité civile légale découlant de la détention et de l'utilisation d'aéronefs de catégories spéciales pour lesquels aucune assurance responsabilité civile ou obligation de fournir des garanties n'est prescrite en vertu de la législation suisse ou liechtensteinoise, dans la mesure où ces aéronefs sont utilisés pour l'entreprise assurée.
- E4.6.2 Sont assurés, en dérogation à l'art. E8.1 des CG, les dommages qui surviennent en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein.

---

## E5 Immeubles

---

- E5.1 Est assurée la responsabilité civile légale pour des dommages ayant pour cause des biens-fonds, immeubles, locaux et installations du preneur d'assurance en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein, indépendamment du fait qu'ils servent ou non à l'entreprise assurée.
- E5.2 Copropriété (y c. la propriété par étages)  
Si les biens-fonds, immeubles et locaux au sens de l'art. E5.1 sont l'objet d'une copropriété ou d'une propriété par étages, les dispositions suivantes s'appliquent en complément:
- E5.2.1 Sont également assurées les prétentions liées à des dommages ayant pour cause des parties d'immeuble (y c. les installations et équipements en faisant partie) et des biens-fonds attribués au preneur d'assurance sur la base d'un droit exclusif.
- E5.2.2 Ne sont pas assurées les prétentions
- de la communauté des propriétaires découlant de dommages causés aux parties d'immeuble utilisées en commun (y c. les installations et équipements en faisant partie) et aux biens-fonds, pour la part du dommage correspondant à la part de propriété du preneur d'assurance;
  - d'un autre copropriétaire découlant de dommages ayant pour cause des parties d'immeuble utilisées en commun (y c. les installations et équipements en faisant partie) et aux biens-fonds, pour la part du dommage correspondant à la part de propriété des autres copropriétaires.
- E5.3 Propriété commune  
Si les biens-fonds, immeubles et locaux au sens de l'art. E5.1 ci-dessus sont l'objet d'une propriété commune, l'assurance couvre également les prétentions formulées contre le preneur d'assurance en sa qualité de propriétaire commun. Ne sont toutefois pas assurées les prétentions découlant de dommages subis par les propriétaires communs.
- E5.4 Ne sont pas assurées les prétentions découlant de dommages dus aux biens-fonds, immeubles, locaux et installations appartenant à des caisses de pensions, des coopératives de construction/d'habitation, des gérances ou sociétés immobilières, des fonds immobiliers et sociétés d'investissement et n'étant utilisés ni entièrement ni partiellement par des assurés.

---

## E6 Atteintes à l'environnement

---

- E6.1 Les prétentions pour dommages corporels et matériels en rapport avec une atteinte à l'environnement ne sont assurées que si cette atteinte est la conséquence d'un événement unique, soudain et imprévu et qui nécessite, en outre, des mesures immédiates (telles que l'annonce à l'autorité compétente, l'alerte de la population, la mise en place de mesures de prévention et de réduction de dommages).  
Sont également assurées les prétentions pour dommages corporels et matériels en rapport avec une atteinte à l'environnement résultant de l'écoulement de substances nocives pour le sol ou les eaux, telles que combustibles et carburants liquides, acides, produits basiques et autres produits chimiques (à l'exception des eaux usées et autres déchets industriels), consécutif à la corrosion ou à la fuite d'une installation fixée au bien-fonds, dans la mesure où cet écoulement exige des mesures immédiates au sens de l'alinéa précédent. Cette couverture d'assurance n'est octroyée que si le preneur d'assurance prouve que l'installation en question a été fabriquée, entretenue ou mise à l'arrêt en bonne et due forme et conformément aux prescriptions.

- E6.2 Sont considérés comme atteinte à l'environnement:
- E6.2.1 la perturbation durable de l'état de l'air, des eaux (y c. les eaux souterraines), du sol, de la flore ou de la faune, quel que soit le facteur influent;
- E6.2.2 tous les faits qui, en regard du droit applicable, sont définis comme dommage à l'environnement.
- E6.3 Ne sont pas assurées, en complément à l'art. E7, les prétentions:
- E6.3.1 en rapport avec plusieurs événements de même nature qui, par leurs effets conjoints, entraînent des atteintes à l'environnement ou ont des influences durables qui ne sont pas consécutives à un événement imprévu et isolé survenant de manière subite (tels qu'infiltration goutte à goutte de substances nuisibles dans le sol, écoulements répétés de substances liquides hors de récipients mobiles). Demeure réservé l'art. E6.1, al. 2;
- E6.3.2 en rapport avec le rétablissement des espèces ou des espaces vitaux protégés;
- E6.3.3 découlant de dommages occasionnés à l'air et aux eaux, aux sols, à la flore ou à la faune n'étant pas sous le coup de la propriété au sens du droit privé;
- E6.3.4 en rapport avec des dépôts de déchets, des charges polluantes des cours d'eau ou des sols existant au moment de l'entrée en vigueur du contrat (sites contaminés);
- E6.3.5 en rapport avec la propriété ou l'exploitation des installations de dépôt, de traitement, de transfert ou d'élimination de déchets, d'eaux usées ou d'autres résidus ou matériaux de recyclage.
- Sont couvertes en revanche les installations propres à l'entreprise qui servent au compostage ou à l'entreposage intermédiaire de courte durée de déchets ou résidus produits par l'entreprise, ou encore à l'épuration ou au traitement préalable des eaux usées produites par l'entreprise.
- E6.4 L'assuré doit veiller à ce que
- E6.4.1 la production, le traitement, le ramassage, le dépôt, le nettoyage et l'élimination de substances dangereuses pour l'environnement se fassent dans le respect des prescriptions fixées par la loi et les autorités;
- E6.4.2 les installations utilisées pour les activités précitées, y c. les dispositifs de sécurité et d'alarme, soient entretenues et maintenues en exploitation selon les règles de l'art, en respectant les prescriptions techniques et légales ainsi que celles édictées par les autorités;
- E6.4.3 les décisions des autorités pour l'assainissement ou des mesures analogues soient exécutées dans les délais prescrits.

## E7 Exclusions

- E7.1 Propres dommages
- Ne sont pas assurées les prétentions découlant de dommages
- du preneur d'assurance;
  - atteignant la personne du preneur d'assurance (tels que perte de soutien);
  - de personnes faisant ménage commun avec l'assuré responsable.
- E7.2 Événements de guerre, événements présentant le caractère d'opérations de guerre et actes de terrorisme
- Ne sont pas assurées les prétentions en rapport avec
- E7.2.1 des événements de guerre, des actes d'invasion, des faits de guerre ou des événements présentant le caractère d'opérations de guerre (qu'il y ait eu ou non déclaration de guerre), des événements de guerre civile, des actes d'émeute, d'insurrection militaire ou populaire, de rébellion, de révolution, de prise de pouvoir militaire ou illicite, ou des événements d'état de siège;
- E7.2.2 des actes de terrorisme.
- E7.3 Délit ou crime
- Ne sont pas assurées les prétentions découlant de la responsabilité civile de l'auteur de dommages causés en rapport avec des crimes ou délits commis intentionnellement ou en rapport avec leur tentative.
- E7.4 Responsabilité contractuelle
- Ne sont pas assurées les prétentions fondées sur une responsabilité contractuelle plus étendue que celle prévue par les dispositions légales.
- E7.5 Inexécution d'une obligation d'assurance
- Ne sont pas assurées les prétentions dérivant de l'inexécution d'obligations d'assurance légales ou contractuelles.

- E7.6 Véhicules à moteur
- Ne sont pas assurées les prétentions découlant de la responsabilité civile du fait de la détention et de l'utilisation de véhicules à moteur (sous réserve des art. E4.1 et E4.3) et des remorques ou véhicules qu'ils tractent ainsi que de la responsabilité civile des personnes dont le détenteur répond en vertu de la législation suisse ou liechtensteinoise sur la circulation routière, lorsque le dommage a été causé
- par l'emploi d'un tel véhicule;
  - par un accident de la circulation occasionné par un tel véhicule qui n'est pas à l'emploi;
  - par l'assistance prêtée lors d'un accident où un tel véhicule est impliqué;
  - par le fait de monter dans un tel véhicule ou d'en descendre;
  - par le fait d'ouvrir ou de fermer des parties mobiles d'un véhicule;
  - par le fait d'atteler ou de dételer une remorque ou un véhicule tracté.
- E7.7 Atteintes à l'environnement
- Ne sont pas assurées les prétentions en rapport avec tout risque ou survenance d'atteintes à l'environnement au sens de l'art. E6.2, dans la mesure où ces dommages ne sont pas expressément compris dans la couverture d'assurance prévue aux art. E3.1 et E6.1 ainsi que E6.3.
- E7.8 Travaux de démolition, terrassement ou construction
- Ne sont pas assurées les prétentions découlant de dommages causés à des biens-fonds, immeubles et autres ouvrages par des travaux de démolition, terrassement ou construction. L'art. E7.12, al. 3 demeure réservé.
- E7.9 Substances et risques spéciaux
- Ne sont pas assurées les prétentions en rapport avec
- E7.9.1 de l'amiante ou des matériaux contenant de l'amiante;
- E7.9.2 des additifs de l'essence (MTBE);
- E7.9.3 du plomb et des produits contenant du plomb;
- E7.9.4 des hydrocarbures chlorés (HCC);
- E7.9.5 de l'arséniate de cuivre et de chrome (ACC);
- E7.9.6 de la diacétyle;
- E7.9.7 du diéthylstilbestrol (DES);
- E7.9.8 la transmission et la propagation de maladies, d'épidémies et de virus (p. ex. le SIDA, les hépatites, les encéphalopathies spongiformes transmissibles telles que ESB, v-MCJ);
- E7.9.9 des chlorofluorocarbones (FCKW);
- E7.9.10 des implants destinés au corps humain;
- E7.9.11 du L-tryptophane;
- E7.9.12 des moisissures dans ou sur des bâtiments ou parties de bâtiments, y c. les dommages aux installations et au mobilier;
- E7.9.13 de l'oxychinoline (SMON);
- E7.9.14 des produits pharmaceutiques agissant sur la grossesse (contraceptifs, médicaments abortifs, inducteurs de l'ovulation);
- E7.9.15 des produits d'origine humaine (p. ex. transplants, sang et produits sanguins);
- E7.9.16 du dioxyde de silicium (exclusion pour les lésions corporelles dues à l'inhalation de cristaux de silice);
- E7.9.17 du tabac, des produits dérivés du tabac et des produits (tels que cigarettes électroniques) qui contiennent du tabac ou de la nicotine, ou des parties de produits (telles que filtres) contenues dans de tels produits;
- E7.9.18 du formaldéhyde d'urée;
- E7.9.19 des vaccins ou des inoculants.
- E7.10 Degré élevé de probabilité et acceptation
- Ne sont pas assurées les prétentions découlant de dommages dont le preneur d'assurance, ses représentants ou les personnes chargées de la direction ou de la surveillance de l'entreprise devaient s'attendre, avec un degré élevé de probabilité, à ce qu'ils se produisent.
- Il en est de même pour les dommages dont on a implicitement accepté la survenance en choisissant une certaine méthode de travail afin de diminuer les frais, d'accélérer les travaux ou d'éviter des préjudices pécuniaires ou des pertes de rendement.

- E7.11 Dommages aux objets confiés**  
Ne sont pas assurées les prétentions découlant de dommages à des choses prises ou reçues par un assuré pour être utilisées, travaillées, gardées, transportées ou pour d'autres raisons (p. ex. en commission ou à des fins d'exposition), ou qu'il a prises en location, en leasing ou affermées.
- E7.12 Dommages en rapport avec une activité**  
Ne sont pas assurées les prétentions découlant de dommages à des choses résultant de l'exécution ou de l'inexécution d'une activité de l'assuré sur ou avec ces choses (p. ex. transformation, réparation, chargement ou déchargement d'un véhicule).  
On considère également comme activité au sens de la présente disposition le fait d'établir des plans, de diriger des travaux, de donner des directives ou des instructions, d'exercer une surveillance ou d'exécuter des contrôles, ainsi que d'autres activités semblables; de même que les essais de fonctionnement, quelle que soit la personne qui y procède;  
Lorsque seules des parties de choses immobilières sont l'objet d'une activité, l'exclusion ne se rapporte qu'aux prétentions découlant de dommages à ces parties et aux parties adjacentes se trouvant dans la zone même de l'activité.
- E7.13 Risque de l'entrepreneur**  
Ne sont pas assurées les prétentions tendant à l'exécution de contrats ou, en lieu et place de celle-ci, à des prestations compensatoires pour cause d'inexécution ou d'exécution imparfaite, en particulier:
- E7.13.1** découlant de dommages ou défauts atteignant des choses ou des travaux que le preneur d'assurance, ou une personne agissant sur son ordre, a accomplis, livrés ou fournis et dont la cause tient à la fabrication, à la livraison ou à l'exécution;
- E7.13.2** pour les dommages et frais en rapport avec la constatation et l'élimination de tels dommages ou défauts;
- E7.13.3** pour des pertes de rendement et des préjudices pécuniaires consécutifs à de tels dommages et défauts.
- E7.13.4** Cette exclusion s'étend également aux prétentions extracontractuelles formulées en concours avec des prétentions contractuelles exclues ou en leur lieu et place.
- E7.14 Propriété intellectuelle**  
Ne sont pas assurées les prétentions en rapport avec la remise ou la transmission à des entreprises non assurées par le présent contrat de brevets, licences, résultats de recherches, études, formules, recettes, logiciels ou données informatiques, plans et dessins de construction, de fabrication ou d'ouvrages.  
N'est pas considérée comme remise de logiciels la livraison de choses dans lesquelles est incorporé un système de commande par logiciel.
- E7.15 Dommages nucléaires**  
Ne sont pas assurées les prétentions en rapport avec les dommages d'origine nucléaire au sens de la législation suisse sur la responsabilité civile en matière nucléaire ainsi que les frais y afférents.
- E7.16 Essais cliniques**  
Ne sont pas assurées les prétentions en rapport avec des essais cliniques.
- E7.17 Bateaux et aéronefs**  
Ne sont pas assurées les prétentions découlant de la responsabilité civile du fait de la détention et/ou de l'utilisation de bateaux ou d'aéronefs de tout genre pour lesquels le détenteur a l'obligation légale de conclure une assurance responsabilité civile, ou de fournir des garanties, ou qui sont immatriculés à l'étranger. Les art. E4.5 et E4.6 demeurent réservés.
- E7.18 Aéronefs, véhicules spatiaux et parties de ceux-ci**  
Ne sont pas assurées les prétentions découlant de dommages dus
- aux aéronefs et aux véhicules spatiaux ou à des parties de ceux-ci, qui ont été conçus, construits, fabriqués, loués ou livrés par les assurés ou sur leur ordre;
  - aux activités en rapport avec des aéronefs et des véhicules spatiaux ou des parties de ceux-ci (telles que montage, entretien, inspection, remise en état, réparation, transport, nettoyage).
- Cette exclusion ne s'applique pas aux parties qui étaient destinées à la construction d'aéronefs ou de véhicules spatiaux, ou à un montage dans des aéronefs ou des véhicules spatiaux, sans que cela soit évident pour l'assuré.
- E7.19 Personnes mises à disposition de tiers**  
Ne sont pas assurées les prétentions découlant de la responsabilité civile des personnes au sens des art. E2.2 et E2.3 dont les services sont prêtés ou loués, dans le cadre des tâches exécutées pour lesdits tiers. Demeurent réservées les prétentions formulées contre le preneur d'assurance pour les dommages causés par ces personnes.
- E7.20 Dommages aux installations pour déchets et eaux usées**  
Ne sont pas assurées les prétentions découlant de dommages qui sont causés à des installations de dépôt, de traitement, de transfert ou d'élimination de résidus, d'autres déchets, d'eaux usées ou de matériaux recyclables par les matières qui y sont apportées.  
Cette exclusion ne s'applique pas aux prétentions concernant les dommages aux installations d'épuration et de traitement préalable des eaux usées.
- E7.21 Logiciels et données électroniques**  
Ne sont pas assurées les prétentions découlant de l'endommagement (tels qu'altération, effacement ou mise hors d'usage) de logiciels ou de données informatiques, à moins qu'il ne soit la conséquence d'un dommage assuré aux supports de données (matériel informatique).
- E7.22 Frais de rappel**  
Ne sont pas assurées les prétentions et/ou les frais en rapport avec le rappel ou le retrait de choses, les mesures préparatoires nécessaires à ces fins ou les frais encourus pour des mesures prises en lieu et place du rappel ou du retrait.
- E7.23 Organismes génétiquement modifiés et pathogènes**  
Ne sont pas assurées les prétentions découlant de la responsabilité civile pour les dommages dus à l'utilisation
- d'organismes génétiquement modifiés ou de produits qui leur sont assimilés en raison de la modification du matériel génétique;
  - d'organismes pathogènes en raison de leurs propriétés pathogènes,
- à condition que l'entreprise assurée soit soumise à déclaration ou à autorisation au sens de la législation suisse.  
Cette exclusion s'applique également à l'entreprise assurée lors de l'utilisation de ces organismes ou produits à l'étranger, dans la mesure où elle serait soumise à déclaration ou à autorisation en Suisse pour ce type d'utilisation.  
L'exclusion ne s'applique pas si l'assuré peut faire valoir de manière crédible que lors de l'importation ou de la mise sur le marché des organismes et des produits susmentionnés il n'avait pas connaissance de leur modification génétique.
- E7.24 Aliments pour animaux et compléments alimentaires pour animaux**  
Ne sont pas assurées les prétentions en rapport avec la fabrication ou la commercialisation d'aliments pour animaux ou de compléments alimentaires pour animaux, ou de leurs composants, contenant des organismes génétiquement modifiés, dans la mesure où le dommage est dû à leur modification génétique.
- E7.25 Indemnités à caractère pénal**  
Ne sont pas assurées les prétentions relatives aux indemnités à caractère pénal ou quasi pénal telles que les amendes, les «punitive et exemplary damages» et les peines conventionnelles.
- E7.26 Champs électromagnétiques**  
Ne sont pas assurées les prétentions en rapport avec les effets de champs électromagnétiques (CEM).
- E7.27 Activités à risque et sports extrêmes**  
Ne sont pas assurées les prétentions en rapport avec des activités à risque et des sports extrêmes, tels que luge gonflable, base-jumping, saut à l'élastique, canyoning, spéléologie, courses descente avec des véhicules, fun yak, parkour, rafting, sky-diving, speed-flying, etc. (énumération non exhaustive).
- E7.28 Responsabilité civile de l'employeur selon des normes étrangères**  
Ne sont pas assurées les prétentions reposant sur des normes étrangères de responsabilité civile formulées contre le preneur d'assurance en sa qualité d'employeur (p. ex. employers liability, employment practices liability, workers compensation, occupational diseases).
- E7.29 Cyberévénement**  
Ne sont pas assurées les prétentions en rapport avec des cyberévénements.

- E7.29.1 La notion de «cyberévénement» recouvre:
- toute intrusion dans le système informatique du preneur d'assurance qui a pour conséquence son utilisation non autorisée;
  - l'accès non autorisé au système informatique du preneur d'assurance;
  - la modification, la destruction, la suppression, le transfert, la copie ou la publication non autorisés de données électroniques ou de logiciels;
  - l'utilisation excessive de ressources du système informatique du preneur d'assurance par des tiers. C'est notamment le cas d'une attaque par déni de service et du cryptojacking.

E7.29.2 Sont considérés comme systèmes informatiques l'ensemble des systèmes de technologies de l'information et de communication, y c. les matériels, infrastructures (ainsi que les installations de climatisation et d'alimentation en électricité), logiciels ou autres appareils utilisés à cet effet et leurs composants, qui sont utilisés pour élaborer des données, accéder à des données, les traiter, les protéger, les surveiller, les sauvegarder, les consulter, les afficher ou les transmettre ainsi que les systèmes de technologies de l'information pour le pilotage ou le contrôle des processus techniques de production (tels que les systèmes intégrés ou autres systèmes automatisés industriels).

Les systèmes informatiques du preneur d'assurance sont les systèmes informatiques soumis au contrôle du preneur d'assurance et gérés par ce dernier qu'il a en sa possession, qui sont concédés par lui sous licence ou qu'il a loués.

## E8 Validité territoriale

- E8.1 Sont assurés les dommages qui surviennent dans le monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.
- E8.2 Sont également considérés comme dommages au sens de la présente disposition les frais de prévention de dommages assurés ainsi que les éventuels autres frais assurés.
- E8.3 Demeurent réservées les dispositions des art. E3.5 et E3.7.

## E9 Validité temporelle

- E9.1 Sont assurés les dommages qui surviennent pendant la durée du contrat.
- E9.2 Est considérée comme date de survenance du sinistre celle où un dommage est constaté pour la première fois, quel que soit l'auteur de cette constatation. Un dommage corporel est considéré comme survenu, en cas de doute, au moment où le lésé consulte pour la première fois un médecin au sujet des symptômes relatifs à cette atteinte à la santé, même si le lien de causalité n'est établi qu'ultérieurement.
- Est considéré comme date de survenance pour les frais de prévention de dommages le moment où l'imminence d'un dommage est constatée pour la première fois.
- E9.3 Tous les dommages issus d'un dommage en série selon l'art. E10.3 sont considérés comme survenus au moment où le premier de ces dommages selon l'art. E9.2 est survenu. Si le premier dommage d'une série survient avant le début du contrat, aucune des prétentions issues de cette série n'est assurée.
- E9.4 Pour les dommages et/ou les frais causés avant le début du contrat, la couverture d'assurance n'est accordée que si le preneur d'assurance peut faire valoir de manière crédible qu'à la conclusion du contrat il n'avait pas connaissance d'un acte ou d'une omission ou de la défectuosité des choses fabriquées ou livrées susceptible d'engager sa responsabilité. Cette disposition s'applique également aux prétentions relatives à un dommage en série selon l'art. E9.3 lorsqu'un dommage faisant partie de la série ou des frais ont été causés avant le début du contrat.
- Si les dommages et/ou les frais au sens de l'alinéa précédent sont couverts par une éventuelle assurance antérieure, une couverture en différence de sommes est accordée par le présent contrat dans le cadre de ses dispositions (assurance complémentaire). Les prestations de l'assurance antérieure prévalent sur ce contrat et sont déduites de la somme d'assurance du présent contrat.
- E9.5 Si une modification de l'étendue de la couverture (y c. une modification de la somme d'assurance, de la sous-limite et/ou de la franchise) intervient pendant la durée du contrat, l'art. E9.4 s'applique par analogie.
- E9.6 Délai supplémentaire d'annonce
- Après la fin du contrat, les prétentions découlant de dommages sont assurées si ces derniers sont survenus pendant la durée du contrat et ont été déclarés à la Société dans un délai de cinq ans maximum après la fin du contrat.

En cas de prétentions découlant d'un dommage en série, le premier dommage de la série est déterminant pour la déclaration.

## E9.7 Assurance du risque subséquent

E9.7.1 Sont également assurés, en cas de résiliation du contrat consécutive à la cessation d'activité de l'entreprise assurée ou de décès du preneur d'assurance, les dommages qui surviennent seulement après la fin du contrat et avant l'expiration des délais légaux de prescription et déclarés par écrit à la Société pendant ces mêmes délais. Les dommages survenant pendant la durée de cette assurance du risque subséquent et ne relevant pas d'un dommage en série sont considérés comme étant survenus le jour de la fin du contrat. Les prétentions découlant de dommages causés après la fin du contrat ne sont pas couvertes.

Si le contrat a été résilié pour cause de retard dans le paiement des primes, l'assurance du risque subséquent n'est pas accordée.

E9.7.2 Si des assurés quittent le cercle des personnes assurées pendant la durée du contrat, la couverture d'assurance subsiste pour les actes ou omissions commis avant leur sortie et engageant leur responsabilité au plus tard jusqu'à l'expiration du contrat; en cas de résiliation du contrat selon l'art. E9.7.1, elle subsiste également pendant la durée de l'assurance du risque subséquent correspondante. Cette disposition s'applique par analogie en cas d'exclusion d'entreprises/de parties d'entreprises coassurées ou de cessation d'activités.

E9.7.3 Si la prétention formulée est également couverte entièrement ou partiellement par un autre contrat d'assurance responsabilité civile, l'assurance du risque subséquent selon les art. E9.7.1 et E9.7.2 n'est pas accordée.

## E10 Prestations de la Société

E10.1 Dans le cadre d'un événement assuré, les prestations de la Société consistent dans le paiement des indemnités dues en cas de prétentions justifiées et dans la défense des assurés contre des prétentions injustifiées. Elles comprennent également les intérêts du dommage, les frais de réduction du dommage, d'expertise, d'avocats, de justice, d'arbitrage, de conciliation ainsi que les frais de prévention de dommages et d'autres frais (comme les dépens alloués à la partie adverse) et sont limitées par la somme d'assurance ou la sous-limite fixée dans la police ou dans les conditions contractuelles.

Si les prétentions pour des dommages et des frais **par événement** ou par dommage en série dépassent la somme d'assurance fixée dans la police - y c. les dommages et les frais en rapport avec des risques pour lesquels des sous-limites sont définies -, la prestation compensatoire maximale de la Société est limitée au montant de la somme d'assurance ou de la sous-limite (indemnité maximale).

La somme d'assurance ou la sous-limite est réduite dans chaque cas de la franchise convenue.

E10.2 La somme d'assurance est une double garantie par année d'assurance, c'est-à-dire qu'elle n'est payée au maximum que deux fois pour l'ensemble des dommages et frais de prévention de dommages ainsi que pour d'autres frais éventuellement assurés qui surviennent pendant la même année d'assurance. Dans le cadre de la somme d'assurance précitée et sauf disposition contraire, d'éventuelles sous-limites ne sont disponibles au maximum que deux fois par année d'assurance.

E10.3 L'ensemble des prétentions résultant de dommages dus à la même cause (p. ex. plusieurs prétentions découlant de dommages engendrés par le même défaut tel que, en particulier, une erreur dans la conception, la construction, la production ou les instructions, ou par le même effet anormal d'un produit ou d'une matière, ou par le même acte ou la même omission) est considéré comme un seul et même dommage (dommage en série). Le nombre de lésés, de demandeurs ou d'ayants droit est sans importance.

E10.4 Les prestations et leurs limitations sont fondées sur les dispositions du contrat d'assurance (y c. celles concernant la somme d'assurance, la sous-limite et la franchise) qui étaient en vigueur au moment de la survenance du dommage selon les art. E9.2 et E9.3.

E10.5 En présence d'une autre assurance responsabilité civile tenue de servir des prestations pour le même sinistre, les prestations de la Société en vertu du présent contrat restent limitées à la part de l'indemnisation qui dépasse l'étendue de la couverture de l'autre assurance responsabilité civile (en termes de sommes ou de conditions).

Les prestations de l'autre assurance responsabilité civile priment et sont déduites de la somme d'assurance ou de la sous-limite du présent contrat (couverture de la différence).

---

## E11 Somme d'assurance et franchise

---

- E11.1 Somme d'assurance  
Sont valables les sommes d'assurance et les éventuelles sous-limites fixées dans la police ou dans les conditions contractuelles.
- E11.2 Franchise
- E11.2.1 La franchise convenue dans la police ou dans les conditions contractuelles s'applique toujours par événement dommageable et est supportée par le preneur d'assurance.
- E11.2.2 La franchise s'applique à toutes les prestations servies par la Société, y c. aux frais, p. ex. pour la défense contre des prétentions injustifiées.
- E11.2.3 Lorsque plusieurs couvertures assorties de la même franchise sont sollicitées pour un sinistre, le preneur d'assurance ne doit s'acquitter de la franchise qu'une seule fois.  
Si des franchises différentes ont été convenues pour ces couvertures, le preneur d'assurance prend à sa charge au maximum le montant correspondant à la plus élevée des franchises.
- E11.3 Traitement des sinistres dans le cadre de la franchise  
Sur demande du preneur d'assurance, le traitement des sinistres est également pris en charge lorsque les prétentions assurées dépassent CHF 500, mais qu'elles restent inférieures à la franchise convenue. Le preneur d'assurance s'engage toutefois à rembourser à la Société les frais, après déduction des frais internes, à la première demande dans un délai de quatre semaines, en renonçant à toute objection.

---

## E12 Sinistres

---

- E12.1 Obligation d'annonce  
Le preneur d'assurance doit immédiatement aviser la Société si, à la suite d'un événement de nature à faire intervenir l'assurance,
- E12.1.1 un dommage est survenu ou menace de survenir,
- E12.1.2 une réclamation en dommages-intérêts contre un assuré a été formulée judiciairement ou extrajudiciairement
- E12.1.3 une procédure pénale ou administrative ou des enquêtes policières ont été ouvertes contre un assuré.  
Les cas de décès doivent être annoncés à la Société au plus tard dans les 24 heures.
- E12.2 Règlement des sinistres
- E12.2.1 La Société intervient en cas de sinistre
- si les prétentions dépassent la franchise convenue, sous réserve de l'art. E11.3 ou
  - si une franchise convenue ne peut pas être opposée pour des raisons juridiques.
- E12.2.2 La Société conduit les pourparlers avec le lésé en son nom ou en tant que représentante de l'assuré. Ses décisions concernant le règlement des prétentions du lésé lient l'assuré. La Société a le droit de verser l'indemnité directement au lésé et sans déduction d'une franchise éventuelle; dans ce cas, l'assuré est tenu de rembourser la franchise sans aucune objection.
- E12.2.3 L'assuré a l'obligation de communiquer en temps voulu à la Société toutes les informations relatives au sinistre et l'ensemble des faits qui peuvent influencer la détermination des circonstances du sinistre dans leur intégralité et correctement quant à leur contenu, de lui remettre tous documents (correspondance, pièces officielles) et autres moyens de preuve et de contribuer ainsi à l'établissement de l'état de fait, à la conduite des pourparlers avec le lésé et à la défense contre les demandes injustifiées ou exagérées. Cette obligation s'applique également aux déclarations faites à la police, aux autorités, aux experts et aux médecins. La Société est en droit d'exiger une déclaration de sinistre écrite. La Société est autorisée à mener toutes les enquêtes et à récolter les informations servant à l'évaluation du sinistre. Sur demande écrite, il convient de lui fournir les documents et renseignements souhaités dans les 30 jours.  
L'assuré doit cependant s'abstenir de prendre position de manière indépendante sur les prétentions du lésé, notamment de payer des indemnités, de soutenir un procès, de conclure une convention de recours ou une autre transaction ainsi que de reconnaître une responsabilité ou des revendications. En outre, l'assuré doit aussi aider de toute autre façon, dans la mesure du possible, la Société à régler le sinistre.
- E12.2.4 Sans accord préalable de la Société, l'assuré n'est pas autorisé à céder des prétentions issues de cette assurance à des lésés ou à des tiers.
- E12.2.5 Si le lésé intente un procès civil, la Société mandate un avocat et dirige la procédure; elle en assume les frais dans le cadre de l'art.

E10. Si des dépens sont alloués à l'assuré, celui-ci a l'obligation de les rétrocéder à la Société jusqu'à concurrence des frais de procès supportés par cette dernière.

- E12.2.6 Si l'assuré est poursuivi pénalement, la Société se réserve le droit de lui choisir un avocat auquel il doit donner procuration. Les frais ou indemnités d'une procédure pénale ne sont pas pris en charge.
- E12.2.7 La Société reconnaît les procédures arbitrales dans la mesure où celles-ci sont conformes aux dispositions du code de procédure civile suisse ou liechtensteinois ou de la loi fédérale sur le droit international privé.  
Le preneur d'assurance est tenu d'informer immédiatement la Société avant l'ouverture de procédures arbitrales et de lui permettre de prendre part à la procédure.
- E12.3 Recours contre l'assuré  
Si les dispositions du présent contrat ou de la loi fédérale sur le contrat d'assurance, limitant ou supprimant la couverture d'assurance, ne peuvent être légalement opposées au lésé, la Société peut recourir contre l'assuré dans la mesure où elle eût été autorisée à diminuer ou refuser ses prestations.

---

## E13 Primes

---

- E13.1 Base pour le calcul des primes  
La police détermine la méthode de calcul des primes. Si celles-ci dépendent du montant des salaires ou du chiffre d'affaires, il faut entendre par:
- E13.1.1 salaires:  
la somme totale des salaires bruts versés pendant la période d'assurance considérée et qui est déterminante pour le calcul des cotisations de l'assurance-vieillesse et survivants (AVS). Les salaires versés aux personnes non soumises à l'AVS doivent également être pris en compte selon les normes AVS.  
Les montants versés en vertu d'un contrat de location de personnel (location de travail ou de services) doivent être exclusivement déclarés par le locataire.  
Pour les sociétés ou les communautés de personnes, tous les associés ou membres de la communauté, à l'exception d'un seul, sont pris en considération et multipliés par les primes fixées dans la police;
- E13.1.2 chiffre d'affaires:  
les recettes brutes, par année d'assurance, provenant des marchandises produites, travaillées ou négociées et/ou des services fournis, y c. l'éventuelle taxe sur la valeur ajoutée.
- E13.2 Décompte de prime (déclaration)
- E13.2.1 Lorsque le calcul de la prime dépend d'éléments variables (p. ex. des salaires payés, du chiffre d'affaires, etc.), le preneur d'assurance doit verser, au début de chaque période d'assurance, la prime provisoire telle qu'elle a été fixée. Le décompte de prime est effectué à l'expiration de chaque période d'assurance ou lors de la résiliation du contrat. À cet effet, la Société remet un formulaire au preneur d'assurance et lui demande d'y indiquer toutes les données permettant d'établir le décompte.
- E13.2.2 La prime annuelle indiquée dans la police est néanmoins considérée comme prime définitive si la Société n'exige pas de décompte de prime.
- E13.2.3 La prime complémentaire résultant du décompte doit être versée dans les 30 jours après que la Société l'a facturée au preneur d'assurance. La Société rembourse au preneur d'assurance la part de prime éventuellement perçue en trop dans le même délai à dater de l'établissement du décompte définitif.
- E13.2.4 Si le preneur d'assurance ne renvoie pas le formulaire pour l'établissement du décompte de prime dans les 30 jours dès sa réception ou s'il ne verse pas la prime complémentaire à l'échéance fixée, la Société a le droit de procéder conformément à l'art. A4.5 des conditions générales (CG) CombiRisk Business, A Dispositions communes.
- E13.2.5 Si le formulaire pour l'établissement du décompte de prime n'est pas remis dans les délais, le décompte de prime est établi par la Société sur la base d'une évaluation des éléments variables (p. ex. salaires, chiffre d'affaires, etc.).
- E13.2.6 La Société est autorisée à vérifier les données fournies par le preneur d'assurance, qui doit à cet effet lui accorder un droit de regard sur tous les documents déterminants (livres de salaire, justificatifs, etc.). Si les déclarations du preneur d'assurance relatives aux bases du décompte de prime sont inexactes, les obligations de la Société sont suspendues dès la date où la déclaration, au sens de l'art. 13.2.1, aurait dû être faite et jusqu'au jour du paiement de la prime complémentaire (y c. les intérêts et les frais) résultant d'une déclaration exacte.

E13.2.7 La prime définitive de l'année précédente peut être utilisée comme nouvelle prime provisoire pour la période d'assurance suivante.

---

#### **E14 Dispositions diverses**

---

E14.1 Aggravation et diminution du risque

E14.1.1 Le preneur d'assurance est tenu de notifier immédiatement à la Société par écrit, au plus tard à la prochaine échéance de prime, toute modification d'un fait important pour l'appréciation du risque dont les parties ont déterminé l'étendue dans le cadre de la conclusion du contrat.

E14.1.2 Nouveaux risques

- a) Si un nouveau risque constituant une aggravation sensible du risque (changement d'activité ou nouvelle activité) apparaît après la conclusion du contrat, l'assurance le couvre également dans le cadre des dispositions contractuelles existantes (couverture prévisionnelle).
- b) La couverture prévisionnelle est accordée au maximum jusqu'à l'échéance de prime suivante. Le preneur d'assurance est cependant tenu de payer la prime correspondant au tarif avec effet rétroactif à la naissance du risque.
- c) La Société se réserve le droit
  - de redéfinir les conditions d'assurance pour ce risque ou de refuser la prise en charge du nouveau risque;
  - de résilier le contrat dans les 14 jours qui suivent la réception de l'avis concernant l'aggravation du risque.
- d) Le preneur d'assurance peut résilier le contrat dans un délai de 14 jours si les parties ne peuvent s'entendre sur la prime ou les conditions.  
Si la Société refuse la prise en charge du nouveau risque ou résilie le contrat, l'assurance prévisionnelle ou le contrat expire 30 jours après réception par le preneur d'assurance de l'avis de refus ou de résiliation du contrat.  
Dans chaque cas, la Société a le droit de percevoir la prime correspondant au risque pour la période allant du début de la couverture à la fin de l'assurance prévisionnelle ou du contrat.
- e) S'il existe, pour le risque nouvellement intégré, une autre assurance responsabilité civile tenue de verser des prestations pour le même dommage, l'art. E9.4 s'applique par analogie.

E14.1.3 Nouvelles entreprises

- a) Si le preneur d'assurance crée ou reprend des entreprises (p. ex. des filiales) avec une participation de 50% au moins ou une participation de 30% au moins assortie d'un contrôle de la direction, celles-ci sont également considérées comme entreprises assurées à compter de la date de la création ou de la reprise, dans la mesure où elles sont situées en Suisse ou dans la Principauté de Liechtenstein et où leur domaine d'activité correspond au risque assuré désigné dans la police (couverture prévisionnelle).  
Le preneur d'assurance est tenu de communiquer le nom, le domicile légal et le but d'exploitation de la nouvelle entreprise à la Société.
- b) L'assurance prévisionnelle est accordée au maximum jusqu'à l'échéance de prime suivante. Le preneur d'assurance est cependant tenu de payer la prime correspondant au tarif avec effet rétroactif à la création ou à la reprise de l'entreprise.
- c) La Société se réserve le droit
  - de redéfinir les conditions d'assurance pour cette entité ou de refuser l'inclusion de la nouvelle entreprise;
  - de résilier le contrat dans les 14 jours qui suivent la réception de l'avis.
- d) Les dispositions selon les art. E14.1.2, let. d et e s'appliquent par analogie.

E14.1.4 Dans le cas d'une diminution essentielle du risque, le preneur d'assurance est en droit de résilier le contrat par écrit moyennant un préavis de quatre semaines, ou de demander une réduction de prime. Si la Société refuse de réduire la prime ou si le preneur d'assurance n'est pas d'accord avec la réduction proposée, celui-ci est en droit de résilier le contrat par écrit dans les quatre semaines suivant la réception de la prise de position de la Société moyennant un préavis de quatre semaines. La réduction de prime prend effet à la réception de la notification par la Société.

E14.2 Suppression d'un état de fait dangereux

Le preneur d'assurance est tenu de remédier à ses frais à un état de fait dangereux qui pourrait causer un dommage. La Société peut demander la suppression d'un état de fait dangereux dans un délai convenable.

E14.3 Violation d'obligations et de prescriptions

En cas de violation fautive d'obligations et de prescriptions légales ou contractuelles par un assuré (découlant p. ex. des art. E3.18.2, E6.4, E12 ou E14.2), la prestation peut être diminuée ou refusée, à moins que l'assuré ne prouve que la violation n'a eu aucune influence ni sur la survenance du sinistre ni sur l'étendue de la prestation due par la Société.

---

#### **E15 Bases contractuelles complémentaires**

---

S'appliquent en outre les dispositions suivantes des conditions générales (CG) CombiRisk Business, A Dispositions communes, sur lesquelles se fonde le contrat.

## CombiRisk Business

Edition 09.2021

---

### Information aux clients selon la LCA

---

La présente information aux clients renseigne de manière claire sur l'identité de l'assureur ainsi que sur les principaux éléments du contrat d'assurance (art. 3 de la loi fédérale sur le contrat d'assurance, LCA). Les droits et obligations des parties découlent de l'offre / de la proposition ou de la police ainsi que des conditions contractuelles. S'appliquent en outre les dispositions de la LCA.

Les dispositions impératives du droit liechtensteinois s'appliquent aux preneurs d'assurance ayant leur résidence habituelle ou leur administration centrale dans la Principauté de Liechtenstein.

Pour les risques situés dans la Principauté de Liechtenstein et pour les proposant ayant leur résidence habituelle ou leur administration centrale dans la Principauté de Liechtenstein, c'est le devoir d'information selon la loi liechtensteinoise sur le contrat d'assurance qui s'applique. Si la Société a enfreint son devoir d'information selon la loi liechtensteinoise, le proposant n'est pas lié à la proposition et le preneur d'assurance est en droit de se retirer du contrat après que celui-ci a été conclu. Le droit de retrait s'éteint au plus tard quatre semaines après réception de la police et de la notification des modalités d'exercice du droit de retrait.

#### Qui sont les assureurs?

Pour l'assurance de choses, l'assurance responsabilité civile, l'assurance équipements techniques, l'assurance transport et l'assurance assistance

Allianz Suisse Société d'Assurances SA, ayant son siège statutaire Richtplatz 1, 8304 Wallisellen (la «Société»). Allianz Suisse Société d'Assurances SA est une société anonyme de droit suisse.

Pour l'assurance de protection juridique

CAP, Compagnie d'Assurance de Protection Juridique SA, ayant son siège statutaire Neue Winterthurerstrasse 88, 8304 Wallisellen (la «Société»). CAP, Compagnie d'Assurance de Protection Juridique SA, est une société anonyme de droit suisse.

L'autorité de surveillance compétente est l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA), Laupenstrasse 27, 3003 Berne.

#### Quand débute la couverture d'assurance?

L'assurance prend effet le jour indiqué dans l'offre / la proposition ou dans la police.

Si une acceptation provisoire de la couverture d'assurance a été fournie, la Société garantit la couverture d'assurance, jusqu'à l'envoi de la police, dans les limites fixées par l'acceptation provisoire écrite de la police d'assurance.

#### Quand et comment le contrat peut-il être révoqué?

Le preneur d'assurance peut révoquer sa proposition de contrat ou l'acceptation de ce dernier par écrit ou par tout autre moyen permettant d'en établir la preuve par un texte.

Le délai de révocation est de 14 jours et commence à courir dès que le preneur d'assurance a proposé ou accepté le contrat. Le délai est respecté si le preneur d'assurance communique sa révocation à la Société ou remet son avis de révocation à la Poste le dernier jour du délai.

Le droit de révocation est exclu pour les couvertures provisoires et les conventions d'une durée inférieure à un mois.

#### Quels sont les risques assurés et quelle est l'étendue de la couverture d'assurance?

Les risques assurés et l'étendue de la couverture d'assurance découlent de l'offre / de la proposition ou de la police ainsi que des conditions contractuelles.

Selon les conditions convenues, la couverture d'assurance s'étend aux branches d'assurance et aux risques suivants:

##### Assurance de biens mobiliers

Sont assurés les biens mobiliers commerciaux, les frais et les revenus contre les risques suivants:

- incendie et dommages naturels;
- vol;
- dégâts d'eau;
- bris de glaces;
- risques supplémentaires;
- tremblements de terre et éruptions volcaniques;

- terrorisme;
- accidents pour les animaux;
- hygiène;
- pertes de rendement et frais supplémentaires induits par un événement assuré à des choses assurées.

Ne sont pas assurés notamment:

- les choses, frais et revenus découlant de risques qui sont ou devraient être assurés auprès d'un établissement cantonal d'assurance;
- les dommages dus à des événements de guerre et des violations de neutralité, des révolutions, des rébellions, des révoltes.

##### Assurance bâtiments

Sont assurés les bâtiments, les frais et les revenus contre les risques suivants:

- incendie et dommages naturels;
- dommages résultant d'un vol;
- dégâts d'eau;
- bris de glaces;
- risques supplémentaires;
- tremblements de terre et éruptions volcaniques;
- terrorisme;
- responsabilité civile bâtiments;
- pertes du revenu locatif induites par un événement assuré à des bâtiments assurés.

Ne sont pas assurés notamment:

- les choses, frais et revenus découlant de risques qui sont ou devraient être assurés auprès d'un établissement cantonal d'assurance;
- les dommages dus à des événements de guerre et des violations de neutralité, des révolutions, des rébellions, des révoltes.

##### Assurance responsabilité civile

Est assurée la responsabilité civile légale des assurés découlant du risque assuré mentionné dans la police (comme les activités de l'entreprise ou professionnelles) pour les dommages corporels et matériels découlant du

- risque installations, c'est-à-dire des dommages résultant de la propriété ou de la possession de biens-fonds, d'immeubles, de locaux et d'installations;
- risque exploitation, c'est-à-dire des dommages résultant de l'activité de l'entreprise ou de processus de travail;
- risque produits, c'est-à-dire des dommages résultant de la fabrication et de la distribution de produits mis en circulation;
- risque lié à l'environnement, c'est-à-dire des dommages résultant d'atteintes à l'environnement.

Les prestations de la Société consistent dans le paiement des indemnités dues en cas de prétentions justifiées et dans la défense contre des prétentions injustifiées.

Ne sont pas assurées notamment les prétentions

- découlant de dommages du preneur d'assurance;
- découlant de la mauvaise exécution du contrat et de la garantie;
- découlant de l'inexécution d'obligations d'assurance légales ou contractuelles;
- fondées sur une responsabilité contractuelle plus étendue que celle prévue par les dispositions légales; des exceptions restent réservées;
- découlant de dommages aux objets confiés et travaillés; des exceptions restent réservées;
- en rapport avec des substances et risques spéciaux;
- en rapport avec des atteintes à l'environnement apparues progressivement.

##### Protection juridique

La couverture d'assurance peut s'étendre aux domaines juridiques ou aux services suivants:

- renseignements juridiques téléphoniques sur le droit suisse;
- droit pénal, droit pénal administratif et droit du travail;
- conseil juridique en droit des contrats;
- cybercriminalité;
- droit de la responsabilité civile, des assurances, du bail et du voisinage;
- droit des contrats en général;
- droit de la circulation routière.

La Société soutient les assurés dans le cadre du règlement du sinistre. Elle prend en outre en charge les

- frais de justice;
- frais des expertises ordonnées par un tribunal;
- frais de médiation;
- dépens infligés à l'assuré;
- honoraires d'avocat ou d'une personne également légitimée;
- cautions après un accident pour éviter une détention préventive.

Ne sont pas assurés notamment

- les litiges en rapport avec des mandats d'administrateurs d'autres sociétés que celles assurées;
- les litiges en rapport avec le placement ou la gestion de fonds, avec les papiers-valeurs, et avec des affaires spéculatives;
- les litiges au sujet du droit des sociétés ou des fondations ainsi que les litiges au sujet de contrats de société simple.

#### **Assurance équipements techniques**

Sont assurés

- les installations techniques de bureau sur le lieu d'assurance;
- les appareils de travail mobiles en circulation et appareils informatiques de bureau portables;
- les machines et installations stationnaires sur le lieu d'assurance;
- les grues et installations mobiles ainsi que les machines de travail à propulsion autonome;
- les frais de déblaiement et de sauvetage.

Ne sont pas assurées notamment les dommages dus à des influences prévisibles.

#### **Assurance transport de marchandises**

Sont assurées la perte et la détérioration pendant le transport ou à l'occasion du transport de marchandises relevant du domaine d'activité, de commerce et de fabrication du preneur d'assurance dans le champ de validité territoriale convenu.

L'assurance peut également s'étendre aux

- séjours à des foires et des expositions, transports aller/retour qui y sont liés inclus;
- manipulations sur l'aire de l'entreprise du preneur d'assurance;
- installations propres à l'entreprise (matériel de service et outils de travail) pendant les transports au moyen de véhicules routiers.

Ne sont pas assurés notamment

- les dommages lorsque les marchandises sont transportées par des moyens de transport (p. ex. véhicules, conteneurs ou moyens de manipulation) non appropriés;
- les dommages dus à un emballage insuffisant et à l'usure;
- les objets d'art ayant une valeur affective.

#### **S'agit-il d'une assurance de dommages ou d'une assurance de sommes?**

Toutes les assurances susmentionnées sont des assurances de dommages. L'indemnisation est basée sur le montant effectif du dommage. Les sommes d'assurance et les sous-limites convenues sont considérées comme la limite supérieure des prestations.

#### **Quel est le montant de la prime et quand est-elle due?**

Le montant de la prime dépend des risques assurés, de la couverture souhaitée et des prestations convenues. Un supplément peut être prélevé en cas de paiement fractionné. Toutes les données relatives à la prime et aux taxes éventuelles sont indiquées dans la proposition ou dans la police.

La prime doit être payée à la date d'échéance indiquée dans le contrat.

La prime est calculée principalement sur la base de valeurs relatives à la taille de l'entreprise (p. ex. somme des salaires), au volume d'affaires (p. ex. chiffre d'affaires) et à la valeur des choses assurées (p. ex. biens mobiliers commerciaux, bâtiments). Le calcul de la prime valable est indiqué dans l'offre / la proposition et dans la police.

#### **Quelle est la validité temporelle de la couverture d'assurance?**

Sont assurés les dommages qui surviennent pendant la durée du contrat.

Sont également assurés dans l'assurance responsabilité civile, en cas de résiliation du contrat consécutive à la cessation d'activité de l'entreprise assurée ou de décès du preneur d'assurance, les dommages qui surviennent seulement après la fin du contrat et avant l'expiration des délais légaux de prescription et qui sont déclarés par écrit à la Société. Ne sont pas assurées les prétentions pour des dommages causés après la fin du contrat.

Une autre validité temporelle peut également s'appliquer dans l'assurance responsabilité civile, selon le type d'entreprise ou de profession, selon laquelle les prétentions découlant d'un sinistre sont assurées si elles sont élevées pendant la durée du contrat (principe de la réclamation).

Si le principe de la réclamation s'applique dans l'assurance responsabilité civile, sont également assurées, en cas de cessation d'activité de l'entreprise assurée ou de décès du preneur d'assurance, les prétentions pour des dommages causés avant la fin du contrat qui ne sont élevées qu'après la fin du contrat et pendant le délai légal de prescription et déclarées par écrit à la Société.

La validité temporelle applicable au contrat est indiquée dans les conditions contractuelles.

#### **Comment la participation aux excédents est-elle calculée?**

Si le contrat prévoit une participation aux excédents, le calcul est établi sur la base de la part des primes encaissées convenue pour la période d'excédents, dont on déduit le montant correspondant aux dommages et à l'ensemble des frais occasionnés.

La Société verse au preneur d'assurance un pourcentage des excédents ainsi calculés.

Une perte éventuelle n'est pas reportée sur la période de décompte suivante.

Le décompte des excédents peut être établi uniquement lorsque, pour la période concernée, toutes les primes et surprimes issues des décomptes définitifs ont été réglées et lorsque tous les sinistres ont été liquidés.

Les détails sont précisés dans les conditions contractuelles.

#### **Durée et fin du contrat**

Lorsque le contrat est conclu pour une durée d'un an ou plus, il se renouvelle tacitement d'année en année, s'il n'est pas résilié au moins trois mois avant son expiration. Le contrat peut être résilié pour la fin de la troisième année ou de chacune des années suivantes, même s'il a été conclu pour une durée plus longue.

Les contrats limités dans le temps d'une durée inférieure à 12 mois prennent fin à la date d'expiration.

Autres possibilités de résiliation du preneur d'assurance:

- À la suite d'un sinistre donnant droit à une indemnité.

Délai: la résiliation doit intervenir au plus tard quatre semaines après avoir eu connaissance du paiement par la Société.

La responsabilité de la Société cesse 14 jours après réception de la résiliation.

- Dans le cas d'une réduction sensible du risque.

Le délai de résiliation est de quatre semaines.

- Si la Société adapte le contrat.

Délai: au plus tard le dernier jour de la période d'assurance.

- Si la Société a enfreint son devoir d'information légal.

Délai: au plus tard quatre semaines après avoir eu connaissance de cette violation et des informations selon l'art. 3 LCA, mais au plus tard deux ans après ladite violation.

Autres possibilités de résiliation de la Société:

- À la suite d'un sinistre donnant droit à une indemnité.

Délai: au plus tard lors du paiement de l'indemnité.

La responsabilité de la Société cesse quatre semaines après réception par le preneur d'assurance de la notification de résiliation.

- En cas de changement de propriétaire.

Délai: 14 jours suivant la connaissance du nouveau propriétaire. Le contrat prend fin au plus tôt 30 jours après la résiliation.

Une couverture provisoire peut être résiliée par chacune des deux parties. L'assurance cesse 14 jours après réception par le preneur d'assurance ou par la Société de la notification de résiliation.

#### **Quelles sont les obligations essentielles du preneur d'assurance?**

##### **Aggravation du risque**

Si un fait important subit des modifications pendant la durée de l'assurance et qu'il en découle une aggravation essentielle du risque, la Société doit en être avertie immédiatement par écrit.

##### **Établissement des faits**

Le preneur d'assurance doit apporter son concours lors d'éclaircissements relatifs au contrat d'assurance - concernant des réticences, des aggravations du risque, des examens de prestations, etc. - et fournir à la Société

tous les renseignements et documents pertinents, les requérir auprès de tiers à l'intention de la Société et autoriser ceux-ci par écrit à remettre à la Société les informations, documents, etc. correspondants. La Société a en outre le droit de procéder à ses propres investigations.

#### **Sinistre**

- Si un sinistre s'est produit ou est sur le point de se produire, le preneur d'assurance ou les autres personnes assurées sont tenus d'en informer immédiatement la Société.
- Le preneur d'assurance n'est cependant pas autorisé à prendre position de manière indépendante sur les prétentions du lésé, et ne doit notamment pas effectuer de paiements, entrer dans des procédures, conclure des conventions récursoires ou autres conciliations ainsi que reconnaître des responsabilités ou des prétentions.
- Le preneur d'assurance a l'obligation de contribuer, auprès de la Société, à l'établissement de l'état de fait, à la conduite des pourparlers avec le lésé et à la défense contre les demandes injustifiées ou exagérées.

#### **Suppression d'un état de fait dangereux**

Le preneur d'assurance est tenu de remédier à ses frais à un état de fait dangereux qui pourrait causer un dommage.

Cette liste ne mentionne que les obligations les plus courantes. D'autres obligations résultent des conditions contractuelles et de la LCA.

#### **À quels services peut-on adresser des plaintes?**

Les plaintes peuvent être adressées à la Gestion des réclamations, sous [www.allianz.ch](http://www.allianz.ch).

Un bureau indépendant de traitement des plaintes est également à disposition: Ombudsman de l'assurance privée et de la Suva, Case postale 2252, 2001 Neuchâtel 1.

#### **Que fait la Société avec les données du preneur d'assurance?**

La Société traite les données personnelles du preneur d'assurance dans le respect des dispositions légales aux fins suivantes:

- dans le cadre de la conclusion et de l'exécution du contrat (p. ex. conseil et suivi, évaluation des risques);
- pour protéger ses intérêts légitimes ou ceux de tiers (p. ex. à des fins de marketing);
- sur la base du consentement du preneur d'assurance (p. ex. pour le traitement de données personnelles sensibles); ou
- en raison d'obligations légales (p. ex. la loi sur le blanchiment d'argent ou le droit de la surveillance des assurances).

La Société ne transmet pas les données personnelles du preneur d'assurance à des tiers non autorisés. Les collaborateurs de la Société n'ont accès qu'aux données dont ils ont besoin pour remplir les obligations contractuelles et légales. Pour fournir ses services, la Société est aussi amenée à devoir transmettre les données du preneur d'assurance à l'intérieur et à l'extérieur du groupe Allianz, notamment, selon l'objectif poursuivi, à des sociétés dudit groupe, des assureurs précédents, des réassureurs et des partenaires de coopération. Lorsque la loi l'y oblige, la Société doit en outre communiquer les données personnelles du preneur d'assurance aux pouvoirs publics (p. ex. autorités, assureurs sociaux, tribunaux).

La Société traite et stocke les données personnelles du preneur d'assurance pendant toute la durée exigée par les dispositions légales et contractuelles.

Le preneur d'assurance possède un droit d'accès, un droit de rectification, un droit d'opposition, un droit à la limitation du traitement et un droit à l'effacement en matière de protection des données.

De plus amples informations sont disponibles dans la déclaration d'Allianz Suisse relative à la protection des données ([www.allianz.ch/privacy](http://www.allianz.ch/privacy)).

